

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1760

[C — 2003/27290]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions sectorielles d'exploitation de certaines installations de regroupement de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, tel que modifié ultérieurement;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.300/4 rendu le 10 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux établissements visés sous la rubrique 90.22.12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, dans la mesure où un prétraitement est réalisé dans l'installation de regroupement, consistant uniquement en une dessiccation partielle des matières enlevées, par sédimentation.

Il ne s'applique pas aux autres types d'installations de regroupement pour matières enlevées, notamment celles dans lesquelles un prétraitement est effectué sur des matières enlevées de catégorie B en vue de leur conférer les caractéristiques des matières enlevées de catégorie A.

§ 2. Les dispositions du présent arrêté ne préjudicient pas celles de l'arrêté du 30 novembre 1995, en particulier celles des articles 3 et 4 de cet arrêté concernant la procédure de catégorisation des matières enlevées.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° décret du 27 juin 1996 : le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié ultérieurement;

2° arrêté du 30 novembre 1995 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage, tel que modifié ultérieurement;

3° regroupement : les opérations visées à l'article 2, 12°, du décret du 27 juin 1996;

4° prétraitement : les processus visés à l'article 2, 13°, du décret du 27 juin 1996;

5° matières enlevées : les matières — déchets — visées à l'article 2 de l'arrêté du 30 novembre 1995, à l'exception des déchets exogènes, mais y compris les déchets qui y sont assimilés en vertu de l'article 5 du même arrêté;

6° matières de catégorie A : les matières enlevées répondant aux critères d'attribution de la catégorie A définis à l'article 4 de l'arrêté du 30 novembre 1995;

7° matières de catégorie B : les matières enlevées répondant aux critères d'attribution de la catégorie B définis à l'article 4 de l'arrêté du 30 novembre 1995;

8° déchet exogène : déchet solide macroscopiquement discernable des matières enlevées, tel qu'encombrant, bois, ferraille, plastique;

9° cellule : subdivision de l'installation en fonction de la catégorie des matières enlevées qui y sont gérées, conformément à la distinction opérée aux 6° et 7° du présent article;

10° secteur : subdivision d'une cellule en fonction du plan d'exploitation où les matières enlevées sont déversées et manipulées;

11° fond de forme : surface profilée destinée à recevoir les couches d'étanchéité et de drainage;

12° Office : Office wallon des déchets;

13° établissements existants : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Section 3. — Obligations générales

Art. 3. § 1^{er}. Les matières enlevées contenues dans une cellule déterminée ne peuvent appartenir qu'à une seule des deux catégories telles que définies à l'article 2, 6° et 7°, du présent arrêté.

§ 2. Il est interdit de diluer les matières de catégorie B avec des matières de catégorie A, des déchets ou d'autres matériaux en vue de les faire répondre aux critères d'attribution de la catégorie A.

§ 3. Outre les matières enlevées, tous les déchets exogènes parvenant de façon fortuite à l'installation ainsi que les déchets résultant de l'aménagement, de l'exploitation et de la remise en état B tels les déchets de déboisement et de terrassement B sont gérés conformément aux dispositions du décret du 27 juin 1996. L'exploitant fournit, régulièrement et au moins une fois l'an, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance un relevé de la nature, des quantités et des modes de gestion de ces déchets.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Section 1^{re}. — Bornage

Art. 4. Quatre bornes, positionnées selon les trois axes de coordonnées Lambert (X, Y) et du nivellement national (Z), par un géomètre-expert assermenté, dépassant d'au moins 20 centimètres le niveau du sol et d'une section de 15 centimètres sur 15 centimètres sont disposées sur le site de façon à permettre un relevé topographique par photogrammétrie aérienne.

Le procès-verbal de positionnement des bornes est communiqué sans délai au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

L'exploitant ne peut modifier la position de ces bornes sans en avertir préalablement le fonctionnaire technique et le fonctionnaire chargé de la surveillance par lettres recommandées à la poste.

Section 2. — Gestion, protection et surveillance du sol, du sous-sol et des eaux

Art. 5. § 1^{er}. L'aménagement de l'installation et de chacune des aires de stockage est réalisé de façon à réduire au maximum le risque de contamination des eaux souterraines et de surface.

En particulier, la pose des couches d'étanchéité rapportées et des massifs drainants est réalisée de manière à assurer la plus faible accumulation possible d'eaux à la base.

§ 2. 1° Après déboisements, débroussaillages et aménagements préalables, le fond de forme est profilé de façon à présenter une pente pérenne d'au moins 2 % dans une direction. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut autoriser une alternative permettant d'atteindre un niveau de performance au moins équivalent.

2° Après excavation et reprofilage des surfaces, aucun talus intérieur ne peut présenter une pente supérieure à 6/4 (33° sur l'horizontale).

Art. 6. § 1^{er}. Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux cellules accueillant des matières de catégorie A.

§ 2. Le fond et les flancs de l'installation sont recouverts de matériaux minéraux et synthétiques répondant à des exigences d'imperméabilité, de drainage et d'épaisseur dont l'effet combiné, en terme de protection du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, est au moins équivalent à celui résultant de la combinaison suivante, de bas en haut :

- a) un géotextile drainant;
- b) une épaisseur régulière de 30 centimètres minimum de matériaux rapportés assurant la portance et la stabilité pérenne de l'installation;
- c) une couche de sable drainant de 20 centimètres d'épaisseur minimum; des drains tubulaires efficaces, en nombre adéquat et dûment dimensionnés, protégés et entretenus régulièrement, complètent ce dispositif;
- d) une couche de sable de 15 centimètres d'épaisseur;
- e) un géotextile ou une géogrille indicateur;
- f) une couche de sable drainant et filtrant de 15 centimètres d'épaisseur minimum.

§ 3. Les eaux ayant été en contact avec les matières enlevées sont collectées et récupérées dans la mesure des performances du dispositif mis en place conformément aux prescriptions du § 2.

1° Au besoin, elles sont amenées dans un bassin d'orage. Elles sont rejetées en dehors du site moyennant le respect des conditions de l'article 31 du présent arrêté.

§ 4. Dans l'hypothèse où les eaux visées au § 3 ne sont pas conformes aux conditions de rejet, elles sont, dans les meilleurs délais, conduites vers une station d'épuration pour y être traitées.

1° La station d'épuration visée à l'alinéa précédent, si elle est implantée sur le site de l'installation, est munie d'un dispositif central d'autocontrôle de fonctionnement permettant de connaître à tout moment, sur le lieu d'exploitation, son degré de fonctionnement.

Les paramètres en temps réel attestant ce fonctionnement à l'entrée et à la sortie de l'installation — dont au minimum le débit, le pH, la conductivité et la température, ainsi que la date et l'heure des mesures —, préalablement définis en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance, sont aisément consultables sur place par celui-ci.

Les valeurs antérieures de ces paramètres, portant sur les cinq années écoulées, sont enregistrées sur support informatisé et sur papier et tenues à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance — au format fixé, s'il échet, par ce dernier — qui peut en disposer dans les vingt-quatre heures de sa demande. Les appareils sont entretenus, tarés et calibrés aux fréquences indiquées par le constructeur. Les effluents de cette station respectent les conditions de l'article 31 du présent arrêté.

1° S'il échet, avant d'être acheminés vers la station d'épuration, les eaux sont stockées sur le site dans des bassins étanches, le temps strictement nécessaire.

2° Ces bassins ainsi que ceux de l'unité de traitement sont équipés d'un dispositif permettant de vérifier, au moins tous les trois mois, leur étanchéité. Ce dispositif est en permanence accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 7. § 1^{er}. Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux cellules accueillant des matières de catégorie B.

§ 2. Le fond et les flancs de l'installation sont constitués de matériaux minéraux et synthétiques répondant à des exigences d'imperméabilité, de drainage et d'épaisseur dont l'effet combiné, en termes de protection du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, est au moins équivalent à celui résultant de la combinaison suivante, de bas en haut :

- a) un géotextile drainant;
- b) une épaisseur régulière de 30 centimètres minimum — 20 centimètres sur les flancs — de matériaux rapportés assurant la portance et la stabilité pérenne de l'installation ainsi que la protection de la géomembrane;
- c) une géomembrane PEHD d'1,5 millimètre d'épaisseur minimum;
- d) un dispositif mécanique ou électrique de détection de fuite, raccordé à un système de contrôle maintenu en fonctionnement permanent de telle manière que le repérage d'une fuite soit dans les vingt-quatre heures porté à la connaissance de l'exploitant;
- e) une géomembrane PEHD d'1,5 millimètre d'épaisseur;
- f) une couche de sable drainant de 20 centimètres d'épaisseur minimum; des drains tubulaires efficaces en nombre adéquat et dûment dimensionnés, protégés et entretenus régulièrement complètent ce dispositif;
- g) une couche de sable de 15 cm;
- h) un géotextile ou une géogrille indicateur;
- i) une couche de sable drainant et filtrant de 15 centimètres d'épaisseur minimum.

Les items *a*, *d*, *e*, *f*, *g* et *h* ne s'appliquent pas aux flancs.

§ 3. Les matériaux rapportés utilisés pour constituer l'étanchéité répondent aux critères de l'annexe.

§ 4. En cas de fuite constatée, notamment par le biais du dispositif de détection décrit au § 2, l'exploitant avertit sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance. Les réparations nécessaires sont effectuées, dans le respect des instructions données par celui-ci ou, à défaut, dans les meilleurs délais et selon les règles de l'art.

§ 5. 1° Les eaux ayant été en contact avec les matières enlevées sont collectées et récupérées par le biais du dispositif drainant mis en place conformément aux prescriptions du § 2.

2° Au besoin, ces eaux sont, dans les meilleurs délais, conduites vers une station d'épuration pour y être traitées.

3° La station d'épuration visée à l'alinéa précédent, si elle est implantée sur le site de l'installation, est munie d'un dispositif central d'autocontrôle de fonctionnement permettant de connaître à tout moment, sur le lieu d'exploitation, son degré de fonctionnement. Les paramètres en temps réel attestant ce fonctionnement à l'entrée et à la sortie de l'installation — dont au minimum le débit, le pH, la conductivité et la température, ainsi que la date et l'heure des mesures —, préalablement définis en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance, sont aisément consultables sur place par celui-ci.

Les valeurs antérieures de ces paramètres, portant sur les cinq années écoulées, sont enregistrées sur support informatisé et sur papier et tenues à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance — au format fixé, s'il échet, par ce dernier — qui peut en disposer dans les vingt-quatre heures de sa demande. Les appareils sont entretenus, tarés et calibrés aux fréquences indiquées par le constructeur. Les effluents de cette station respectent les conditions de l'article 31 du présent arrêté.

4° S'il échet, avant d'être acheminés vers la station d'épuration, les eaux sont stockées sur le site dans des bassins étanches, le temps strictement nécessaire.

5° Ces bassins ainsi que ceux de l'unité de traitement sont équipés d'un dispositif permettant de vérifier, au moins tous les trois mois, leur étanchéité. Ce dispositif est en permanence accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 8. § 1^{er}. Les eaux de ruissellement des talus extérieurs sont recueillies à l'aide d'un drain ou d'un fossé périphérique.

Les eaux collectées par les dispositifs visés à l'alinéa précédent sont récupérées et, au besoin, amenées dans un bassin d'orage. Elles sont rejetées en dehors du site moyennant le respect des conditions de l'article 31 du présent arrêté. Les drains ou fossés sont régulièrement curés de façon à ce que leur efficacité ne puisse être compromise.

§ 2. Les dispositifs visés au § 1^{er} ne peuvent en aucun cas perturber le drainage des parcelles voisines. Ils sont régulièrement curés et nettoyés de façon à ce que leur efficacité ne puisse à aucun moment être compromise.

§ 3. L'implantation et l'aménagement de l'installation sont tels que les eaux de surface ne puissent, en situation habituelle, s'infiltrer dans le site ou inonder celui-ci.

Section 3. — Autres aménagements

Art. 9. L'installation n'est accessible qu'aux personnes autorisées. A cet effet, l'accès est rendu difficile à l'incursion humaine sur tout le périmètre et non seulement sur la partie en exploitation. A défaut d'obstacle naturel jugé suffisant par l'autorité compétente, le site est entouré d'une clôture d'une hauteur d'au moins deux mètres surmontée d'un fil de fer barbelé.

Les entrées et sorties du site sont équipées de portes interdisant l'accès pendant les heures de fermeture du centre de regroupement. Ces portes ne sont maintenues ouvertes que durant la présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 10. Les voiries intérieures sont aménagées de manière à ce que les roues des véhicules soient exemptes de boues et de déchets lors de leur sortie de l'installation.

Des panneaux de signalisation sont placés le long des voies de circulation intérieures afin de guider les véhicules entrant dans l'installation vers les zones de déversement, ainsi que les véhicules en sortant.

Art. 11. § 1^{er}. L'exploitant prend les mesures utiles afin que, dans la mesure du possible, le site et son exploitation s'intègrent dans le paysage et ne constitue pas une gêne visuelle.

A cette fin, notamment, les talus extérieurs et les crêtes de ceux-ci sont ensemencés et plantés d'espèces locales consolidant les pentes, limitant l'érosion et compatibles avec l'objectif de pérennité des couches d'étanchéité et de drainage prescrites.

Cet aménagement, végétal ou autre, est entretenu de façon optimale par l'exploitant.

§ 2. L'exploitant prend les mesures adéquates afin de garantir la stabilité pérenne de tous les éléments de l'installation, talus et digues en particulier. A cette fin notamment les pentes des talus extérieurs ne peuvent excéder 6/4 (33° sur l'horizontale).

Section 4. — Equipement

Art. 12. L'installation de regroupement dispose d'engins adaptés à sa taille.

Les déplacements des matières enlevées, les terrassements d'exploitation et l'entretien des fossés éventuels sont assurés par des engins appropriés.

Art. 13. L'installation dispose d'un complexe de service et de contrôle à proximité immédiate de l'entrée.

Ce complexe est équipé en eau, électricité et téléphone et comprend au moins un local destiné à abriter un bureau, un réfectoire et des sanitaires avec douche pour le personnel.

Art. 14. § 1^{er}. A proximité de l'entrée est prévu au moins un pont-bascule étalonné et pourvu d'un système automatique d'enregistrement, ou tout autre dispositif équivalent. L'agencement des lieux est réalisé de manière à ce que les véhicules terrestres, transportant des matières enlevées, entrant et sortant doivent obligatoirement passer sur le pont-bascule ou le dispositif équivalent qui en tient lieu, maintenu en fonctionnement permanent pendant les heures d'ouverture.

§ 2. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut autoriser la mise en place de dispositifs différents de ceux visés au § 1^{er}, dans la mesure où ceux-ci permettent d'atteindre des objectifs équivalents.

Art. 15. A l'entrée de l'installation est disposé un panneau d'au moins 1 m² de superficie, sur lequel figurent, de façon claire, visible et permanente, au moins les indications suivantes :

- 1° la mention « entrée interdite sauf autorisation » en lettres majuscules de 10 centimètres de haut;
- 2° l'identification et l'adresse de l'installation;
- 3° l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant ou de son délégué;
- 4° l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 5° les heures normales d'ouverture pour l'acceptation des matières enlevées;
- 6° la mention précisant le numéro de téléphone du service à appeler en cas d'incendie ou d'accident;
- 7° la mention spécifiant les catégories de matières enlevées admissibles.

*CHAPITRE II. — Exploitation**Section 1^{re}. — Personnel affecté*

Art. 16. Pendant les heures de déchargement, une personne au moins se trouve sur le site de l'installation pour assurer les formalités administratives, le contrôle de la conformité des matières enlevées, l'orientation des transporteurs, la conduite des engins, ainsi que toute opération inhérente au fonctionnement de l'installation.

Art. 17. § 1^{er}. L'exploitant dispense une formation adéquate à tout le personnel employé sur le site dans le cadre de son exploitation, en ce compris celui des éventuels sous-traitants, ainsi qu'à tout nouvel intervenant. Cette formation porte notamment sur l'enseignement :

- 1° des dispositions décrétales et réglementaires en matière de permis d'environnement et de gestion des déchets;
- 2° des techniques de reconnaissance et de gestion des matières enlevées;
- 3° des dispositions en matière de sécurité interne et externe;
- 4° des problèmes environnementaux liés à l'exploitation d'une telle installation.

§ 2. L'exploitant notifie avant mise en exploitation de l'installation l'identité de son ou de ses délégués au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 2. — Acceptabilité et gestion des matières enlevées

Art. 18. L'exploitant tient un registre d'entrée.

Ce registre est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, par série de 200 pages.

L'exploitant y consigne jour après jour :

1° le nombre de bordereaux de transport, avec l'indication de refus. Les bordereaux constituent des annexes au registre;

2° les relevés effectués par les instruments de mesures imposées dans le permis d'environnement;

3° la mention de tout événement inhabituel et/ou susceptible de mettre en cause la protection de l'environnement.

Les protocoles relatifs aux analyses et contrôles prescrits, notamment en vertu des articles 3 et 4 de l'arrêté du 30 novembre 1995 et de l'article 19 du présent arrêté, sont annexés au registre.

L'exploitant est tenu de conserver les bordereaux repris en annexe dans son registre pendant les cinq années qui suivent leur rédaction.

Art. 19. Les matières enlevées accueillies dans l'installation ne peuvent présenter un taux de siccité inférieur à 10 %. L'exploitant met en place une procédure lui permettant de vérifier régulièrement le respect de cette imposition, et en phase d'exploitation active, effectuée au moins un contrôle par semaine.

Art. 20. Sauf le cas de déchargement exceptionnel, tout véhicule amenant des matières enlevées dans l'installation, par quelque voie de communication que ce soit, est muni d'un bordereau de transport.

En cas de déchargement exceptionnel, un bordereau de transport est établi lors de l'entrée dans l'installation.

Au moment du déchargement, les informations suivantes sont consignées sur le bordereau de transport, par un système informatique :

1° le poids, le volume, la tare et l'origine, et le cas échéant, le numéro du bon de passage;

2° la signature du transporteur et le numéro de sa carte d'identité;

3° le nom et la signature de la personne chargée par l'exploitant de vérifier la conformité des matières;

4° l'identification de l'exploitant;

5° la date et l'heure du déchargement;

6° un code correspondant au plan d'exploitation qui désigne le lieu de déversement;

7° le cas échéant, les raisons du refus d'acceptation des matières enlevées et la mention « refus ». Le bordereau mentionne également la destination présumée des matières enlevées ainsi refusées.

Un exemplaire du bordereau est conservé au bureau de l'installation et est annexé au registre visé à l'article 18 des présentes conditions; les autres exemplaires sont remis au transporteur.

Art. 21. La durée de stockage de chaque lot de matières enlevées dans l'installation ne peut excéder trois ans.

Art. 22. L'exploitant tient un registre de sortie.

Ce registre est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, par série de 200 pages.

L'exploitant y consigne jour après jour, par catégorie de matières enlevées :

1° le poids et le volume des matières enlevées évacuées;

2° la provenance initiale des matières enlevées ainsi que la date ou période d'entrée dans l'installation;

3° la destination de celles-ci;

4° s'il échet, les informations requises par l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Art. 23. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, fixe les jours et plages horaires durant lesquels peut avoir lieu l'acceptation et l'évacuation des matières enlevées. En cas de situations exceptionnelles, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut autoriser l'acceptation et l'évacuation des matières enlevées en dehors de ces plages horaires ainsi que les dimanches et jours fériés.

Art. 24. L'exploitant prend les mesures adéquates afin que les opérations d'évacuation des matières enlevées n'entraînent aucun risque de dégradation des dispositifs imposés en vertu des articles 6 et 7 des présentes conditions sectorielles.

En particulier, sauf en cas de remplacement, les sables drainants situés en-dessous du géotextile de la géogrille indicateur ne peuvent être détériorés ou enlevés.

Ce géotextile ou géogrille est maintenu en parfait état sur toute la surface de chaque cellule.

Section 3. — Plan d'exploitation

Art. 25. Dans les soixante jours de la notification du permis d'environnement, l'exploitant transmet en trois exemplaires au fonctionnaire technique, un plan d'exploitation.

Ce plan comprend au moins :

1° l'ordre de remplissage et d'évacuation des matières enlevées de chaque secteur dans le temps et l'espace;

2° l'épaisseur de la couche de matières enlevées avant l'évacuation de celles-ci;

3° le plan de gestion des eaux comportant le schéma, l'organisation et l'exécution des mesures en la matière.

Après avoir été visé pour prise de connaissance par le fonctionnaire technique, dans un délai de trente jours, le plan d'exploitation est retourné à l'exploitant. L'exploitant est tenu de s'y conformer et le tient à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remplissage et d'évacuation des matières enlevées des secteurs.

Le plan est disponible en permanence dans l'installation et est accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 4. — Lutte contre les nuisances

Art. 26. Lorsque les matières enlevées dégagent des odeurs incommodes, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer :

1° le recouvrement régulier des matières par une couche de couverture intermédiaire ou par des produits spécialisés, ne compromettant pas l'objectif de déshydratation;

2° la mise en place d'un dispositif d'abattement ou d'absorption des odeurs à l'aide de produits et de techniques dont l'innocuité et l'efficacité doivent être prouvées par l'exploitant;

3° l'évacuation des matières enlevées incriminées.

Art. 27. Les affaissements, crevasses et failles sont comblés dès constatation.

Art. 28. Il est interdit de laisser circuler des animaux domestiques sur les zones de l'exploitation.

Art. 29. Le nettoyage régulier des abords du site qui seraient accidentellement souillés par des poussières, matières enlevées ou autres déchets vagabonds imputables à l'installation incombe à l'exploitant.

Art. 30. L'exploitant met en œuvre tous moyens nécessaires pour éliminer les nuisances qui surviendraient, malgré les précautions prises tant au niveau de l'implantation que de l'exploitation.

Les accidents ou incidents qui ont compromis ou qui sont de nature à compromettre la sécurité ou la salubrité publiques ainsi que la sûreté des propriétés voisines sont sans délai portés à la connaissance du fonctionnaire technique, du fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi que des bourgmestres des communes d'implantation de l'installation.

CHAPITRE III. — *Eau*

Art. 31. Par dérogation à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, les conditions de déversement et de contrôle de conformité des eaux sont fixées par les conditions particulières.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et auto-surveillance*

Section 1^{re}. — Contrôle des aménagements

Art. 32. Le suivi des travaux et aménagements suivants est assuré par un organisme de contrôle indépendant choisi par l'exploitant après consultation du fonctionnaire technique :

a) conception et mise en place des aménagements visés aux articles 6, §§ 2, 3, 2° et 4, 3° et 4°, et 7, §§ 2 et 5, 4° et 5°;

b) conception, localisation et mise en place des piézomètres et dispositifs visés à l'article 33.

Préalablement auxdits travaux, chaque cahier des charges comportant les clauses techniques précises du marché ainsi que les programmes de contrôle de surveillance et de maintenance à long terme — post-gestion — sont soumis pour avis à l'organisme de contrôle défini ci-dessus.

Cet avis ainsi que trois exemplaires du cahier des charges sont, préalablement au début des travaux, approuvés par le fonctionnaire technique sur proposition de l'exploitant.

Dans le courant des travaux et aménagements concernés et au terme de ceux-ci, l'organisme de contrôle transmet une fois par mois au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport circonstancié comprenant :

a) l'état d'avancement des travaux;

b) les mesures et contrôles effectués ainsi que les résultats de ceux-ci;

c) toute remarque utile concernant le fonctionnement du chantier.

Section 2. — Eau

Art. 33. § 1^{er}. L'exploitant met en place un réseau de piézomètres destinés à échantillonner les eaux de l'aquifère et, le cas échéant, à permettre la reprise de celles-ci, si la situation imputable à l'installation l'exige. Les piézomètres sont, quelle que soit la nature du sous-sol, équipés pour recevoir aisément une pompe d'exhaure de cent millimètres de diamètre minimum.

§ 2. Le nombre de piézomètres, par aquifère susceptible d'être affecté, est fixé au minimum à trois.

Les emplacements, en coordonnées Lambert (X, Y : précision un mètre) et nivellement national (Z : précision dix centimètres) de l'axe de la margelle et de la tête du tubage, ainsi que toutes les caractéristiques de l'équipement des piézomètres sont communiqués, avant le premier déversement, par l'exploitant au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tous les piézomètres sont cadenassés et les clés sont tenues en permanence sur le site à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si la situation l'exige, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut imposer la mise en place de piézomètres supplémentaires dont elle définit les caractéristiques. Par ailleurs, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire chargé de la surveillance, peut imposer la reprise des eaux polluées et leur traitement dans une installation appropriée.

§ 3. Lorsqu'un aquifère est présent sous le site, et que ses eaux sont susceptibles de s'infiltrer dans l'installation, la nappe sous jacente est récupérée par un dispositif adéquat permettant d'évacuer les eaux sans qu'elles n'entrent en contact avec les déchets, conformément à l'article 8, § 1^{er}.

En aucun cas, le fond de forme, sous le site, ne peut se trouver sous le niveau supérieur d'un aquifère libre ni dans sa zone de remontée capillaire. Au besoin, un dispositif de neutralisation des remontées capillaires est installé.

Art. 34. § 1^{er}. Semestriellement, dans le courant des mois de mars et de septembre, des prélèvements sont effectués sur les eaux souterraines des piézomètres.

Préalablement à la prise de l'échantillon, il est procédé, si possible, pendant au moins une heure et en tout cas jusqu'à stabilisation du niveau piézométrique et de la conductivité mesurée, à un pompage de la nappe à un débit adéquat.

Outre la mesure du niveau statique de la nappe, les analyses portent sur les paramètres suivants : température in situ, pH in situ, conductivité in situ, Cu, Zn, As, Cd, Co, Cr total, Hg, Ni, Pb, cyanures, fluorures, hydrocarbures totaux. Il est également procédé à une évaluation qualitative des composés organiques présents à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse ou d'un dispositif équivalent.

L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut, à tout moment, au vu des résultats, modifier la liste de piézomètres sur lesquels les échantillons sont prélevés et la liste des paramètres à analyser ainsi que la fréquence des prélèvements et analyses.

§ 2. 1° Les résultats d'analyse sont repris dans un rapport signé par le responsable du laboratoire agréé; ce rapport est dans les huit jours de sa réception transmis par l'exploitant au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance, au fonctionnaire du Ministère de la Région wallonne compétent en matière d'eaux ainsi qu'aux bourgmestres des communes d'implantation de l'installation.

Les résultats des analyses sont présentés sous la forme :

- a) d'un tableau de chiffres;
- b) de graphiques reprenant systématiquement les résultats observés au cours des cinq dernières années.

1° Sont également repris sur chaque document faisant mention du prélèvement :

- a) la date, l'heure du prélèvement ainsi que le nom de l'opérateur;
- b) la référence et les coordonnées précises du point de prélèvement (X, Y en Lambert et Z nivellement national);
- c) toute observation particulière éventuelle;
- d) pour les prélèvements d'eaux souterraines, les éléments suivants sont également fournis :
 - le niveau de la nappe avant pompage;
 - la profondeur à laquelle le prélèvement a été effectué;
 - les variations du niveau relatif, du pH, de la température et de la conductivité au cours du pompage.

2° Sur les tableaux et graphiques visés au 1°, sont repris en chiffres et sur l'ordonnée, pour chaque point de prélèvement des eaux :

- a) les paramètres repris à l'annexe 1^{re} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau;
- b) les paramètres repris à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

3° Les résultats des analyses sont également annexées au registre d'entrée visé à l'article 18 des présentes conditions sectorielles.

4° L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut imposer, en sus du support papier, un support informatique. Il fixe les modalités de présentation du rapport d'analyses dans un format compatible avec la banque de données des services compétents de la Région wallonne.

§ 3. Les prélèvements, le conditionnement, le transport, le stockage des échantillons et les analyses de ceux-ci, le sont selon les règles de l'art par un laboratoire agréé en qualité de laboratoire chargé des analyses officielles en matière d'eaux.

En particulier, les techniques de prélèvement sont connues de manière à pouvoir appréhender les phénomènes de ségrégation des contaminants dans les nappes et à ce que chaque échantillon soit représentatif de la colonne de liquide.

§ 4. Les dates et heures des prélèvements, requis en vertu du § 1^{er}, sont communiquées par l'exploitant au moins cinq jours ouvrables à l'avance par message télécopié aux :

- a) fonctionnaire technique;
- b) fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE V. — Conditions de remise en état

Art. 35. Au plus tard douze mois avant l'échéance du permis d'environnement, l'exploitant soumet à l'autorité compétente, en quatre exemplaires, un projet de remise en état global du site, en ce compris le réaménagement végétal.

L'autorité compétente apporte les modifications qu'elle estime nécessaires au projet et l'approuve dans les nonante jours de sa réception.

Elle prescrit le délai endéans lequel les travaux devront être exécutés ainsi que, s'il échet, les mesures de post-gestion et la durée de celle-ci.

CHAPITRE VI. — Dispositions dérogatoires, abrogatoires et finales

Art. 36. Les articles 11 à 14 de l'arrêté du 30 novembre 1995 sont abrogés.

Art. 37. § 1^{er}. Sur avis du fonctionnaire technique, l'autorité compétente peut, pour une installation n'accueillant que des matières de catégorie A, déroger aux articles 8, 33 et 34 des présentes conditions sectorielles.

§ 2. Sur avis du fonctionnaire technique, l'autorité compétente peut déroger à l'article 19 des présentes conditions sectorielles.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les établissements existants, le présent arrêté entre en vigueur vingt-quatre mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 39. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe. — Caractéristiques des matériaux d'étanchéité

Dans le cadre des travaux d'aménagement de l'installation de regroupement, l'exploitant fournit au fonctionnaire technique pour approbation, sur la base d'une investigation menée par un laboratoire reconnu, les origines et les caractéristiques des matériaux qu'il compte utiliser.

Les caractéristiques reprises ci-après concernent principalement les matériaux argileux et les feuilles de polyéthylène haute densité (PEHD). Ces indications n'interdisent pas l'utilisation d'autres matériaux dont les performances sont démontrées équivalentes. Au besoin, le fonctionnaire technique, sur base de propositions étayées de l'exploitant, précisera les impositions techniques spécifiques au cas par cas.

De plus, l'autorité compétente peut être amenée à édicter des conditions complémentaires dans l'optique d'un code de bonne pratique.

L'étanchéité minérale (matériaux argileux rapportés ou remaniés)

A. Identification des caractéristiques du gisement :

Les matériaux doivent répondre :

- aux critères de nature, de perméabilité et d'ouvrabilité;
- aux caractéristiques de résistance et de tenue dans le temps.

A cette fin, les essais accomplis par l'exploitant établissent les corrélations entre ces paramètres dans le dessein de permettre les opérations de contrôle.

B. Contrôle de conformité intrinsèque :

Des essais doivent permettre de vérifier que le matériau fourni provient du gisement identifié préalablement et qu'il peut être mis en œuvre dans de bonnes conditions d'humidité et de compacité afin d'atteindre les performances requises.

C. Technique de mise en œuvre :

L'argile est mise en place par couches croisées, d'une épaisseur de 20 ± 5 centimètres, compactées individuellement selon les règles de l'art, aux alentours de l'optimum Proctor.

Le rôle de la première couche déposée et compactée, sur le fond de forme, est essentiellement celui d'une protection.

Les autres couches, pour obtenir les épaisseurs requises, sont énergiquement compactées en vue de garantir un effet d'imperméabilisation respectant en tous points du massif les impositions reprises sous le paragraphe D.

Le travail mécanique (compactage, humidification, séchage) est poursuivi jusqu'à ce que les prescriptions imposées soient atteintes couche par couche.

D. Contrôle de la mise en œuvre :

La fréquence des essais et mesures est déterminée dans le permis d'environnement sans être inférieure à celle reprise au tableau ci-après.

Le coefficient de perméabilité moyen sur l'ensemble des mesures ne dépasse pas 1×10^{-9} m/s pour une argile saturée en eau, aucune mesure ne pouvant donner un résultat supérieur à 3×10^{-9} m/s.

	Mesures	Fréquence
I. In situ		
I.1.	Compacité	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
I.2.	Épaisseur de la couche	1 essai par 500 m ² et par couche (1)
I.3.	Épaisseur globale	1 essai par 2 000 m ² (1)
I.4.	Coefficient de perméabilité	1 essai par 4 000 m ² (2)
II. En laboratoire		
II.1.	Teneur en eau	1 essai par 500 m ² et par couche (2)
II.2.	Coefficient de perméabilité au perméamètre triaxial	1 essai par 2 000 m ² et par couche (2)
II.3.	Compacité sur échantillon non remanié	1 essai par 2 000 m ² et par couche (1)
II.4.	Limites d'Atterberg	1 essai par 2 000 m ² et par couche (1)
II.5.	Analyse granulométrique	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.6.	Capacité d'échange de cations	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.7.	Diffraction X (analyse minéralogique)	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.8.	Essais Proctor	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
	(1) et au minimum 6 mesures par cellule	(2) et au minimum 10 mesures par cellule

Dans tous les cas, les emplacements des essais sont repérés, relevés et consignés dans le journal des travaux. Les trous ainsi réalisés pour exécuter les essais sont rebouchés avec des granulés de bentonite gonflante, la nature de la bentonite étant adaptée aux caractéristiques des lixiviats.

2. Les géomembranes (PEHD)

Les géomembranes PEHD (Polyéthylène Haute Densité) sont, sauf impossibilité technique, assemblées par une double soudure effectuée par des personnes qualifiées.

Les soudures sont intégralement vérifiées, même aux points triples, par un organisme qualifié de compétence reconnue n'ayant aucun lien de dépendance avec l'exploitant de l'installation de regroupement.

Sauf inefficacité avérée du dispositif, l'exploitant met en place et maintient en service permanent, jusqu'au premier déversement de déchets sur le secteur considéré, un dispositif électrique de détection de fuite. Les défauts de géomembrane ainsi constatés sont immédiatement réparés et contrôlés selon les règles de l'art.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation de certaines installations de regroupement de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1760

[C — 2003/27290]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen für den Betrieb bestimmter Einrichtungen zur Zusammenstellung von infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, so wie später abgeändert;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des am 10. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 34.300/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Artikel 1 - § 1. Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die unter der Rubrik 90.22.12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Einrichtungen, insofern eine Vorbehandlung in der Zusammenstellungseinrichtung vorgenommen wird, die ausschließlich in einer Teiltrocknung der entnommenen Stoffe im Sedimentationsverfahren besteht.

Er gilt nicht für die anderen Typen von Einrichtungen zur Zusammenstellung von entnommenen Stoffen, wie zum Beispiel diejenigen, in denen eine Vorbehandlung von entnommenen Stoffen der Kategorie B vorgenommen wird, um ihnen die Merkmale der entnommenen Stoffe der Kategorie A zu verleihen.

§ 2. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses setzen die Bestimmungen des Erlasses vom 30. November 1995, insbesondere diejenigen der Artikeln 3 und 4 dieses Erlasses bezüglich des Verfahrens zur Kategorisierung der entnommenen Stoffe, nicht außer Kraft.

Abschnitt 2 — Definitionen

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 27. Juni 1996: das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, so wie später abgeändert;

2° Erlass vom 30. November 1995: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, so wie nachher abgeändert;

3° Zusammenstellung: die in Artikel 2, 12° des Dekrets vom 27. Juni 1996 erwähnten Vorgänge;

4° Vorbehandlung: die in Artikel 2, 13° des Dekrets vom 27. Juni 1996 erwähnten Verfahren;

5° entnommene Stoffe: die in Artikel 2 des Erlasses vom 30. November 1995 erwähnten Stoffe (Abfälle) mit Ausnahme der exogenen Abfälle, aber einschließlich der Abfälle, die kraft Artikel 5 desselben Erlasses damit gleichgestellt werden;

6° Stoffe der Kategorie A: die entnommenen Stoffe, die den Kriterien für die Gewährung der Kategorie A genügen, die in Artikel 4 des Erlasses vom 30. November 1995 bestimmt werden;

7° Stoffe der Kategorie B: die entnommenen Stoffe, die den Kriterien für die Gewährung der Kategorie B genügen, die in Artikel 4 des Erlasses vom 30. November 1995 bestimmt werden;

8° exogener Abfall: fester Abfall, der von den entnommenen Stoffen makroskopisch unterscheidbar ist, wie z.B. Sperrgut, Holz, Schrott, Kunststoff;

9° Zelle: Unterteilung der Einrichtung je nach Kategorie der entnommenen Stoffe, die dort verwaltet werden, gemäß der unter 6° und 7° des vorliegenden Artikels gemachten Unterscheidung;

10° Sektor: Unterteilung einer Zelle aufgrund des Bewirtschaftungsplans, wo die entnommenen Stoffe geschüttet und gehandhabt werden;

11° Bodenplanum: profilierte Fläche, auf die die Dichtigkeits- und Dränageschichten aufgetragen werden;

12° Office: "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle);

13° bestehende Einrichtungen: die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigten Einrichtungen oder die Einrichtungen, deren Betreibung durch eine Genehmigung gedeckt ist, die infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags oder eines zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Antrags ausgestellt worden ist.

Abschnitt 3 — Allgemeine Verpflichtungen

Art. 3 - § 1. Die in einer bestimmten Zelle enthaltenen entnommenen Stoffe dürfen nur einer der beiden in Artikel 2, 6° und 7° des vorliegenden Erlasses bestimmten Kategorien angehören.

§ 2. Es ist verboten, Stoffe der Kategorie B mit Stoffen der Kategorie A, Abfällen oder anderen Materialien zu vermischen, um sie den Kriterien zur Gewährung der Kategorie A anzupassen.

§ 3. Zusätzlich zu den entnommenen Stoffen werden alle exogenen Abfälle, die zufällig in die Anlage gelangen, sowie die aus der Einrichtung, der Betreibung und der Wiederinstandsetzung B wie zum Beispiel die Abfälle aus der Abholzung und aus Erdarbeiten B stammenden Abfälle gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 behandelt. Der Betreiber übermittelt regelmäßig und mindestens einmal im Jahr dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Aufstellung der Art, der Mengen und der Verfahren zur Behandlung dieser Abfälle.

KAPITEL II — Ansiedlung und Bau

Abschnitt 1 — Abgrenzung

Art. 4 - Vier von einem vereidigten Landmesserexperten gemäß den drei Achsen der Lambert-Koordinaten (X, Y) und des nationalen Höhennetzes (Z) positionierte Markzeichen, die das Bodenniveau um mindestens zwanzig Zentimeter überragen und einen Querschnitt von 15 Zentimeter mal 15 Zentimeter aufweisen, werden am Standort so angebracht, dass eine topografische Aufzeichnung mittels Luftbildmessung möglich ist.

Das Protokoll bezüglich der Positionierung der Markzeichen wird unverzüglich dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

Der Betreiber darf diese Markzeichen nicht verlegen, ohne davor den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefe darüber zu informieren.

Abschnitt 2 — Verwaltung, Schutz und Überwachung des Bodens, des Untergrunds und des Wassers

Art. 5 - § 1. Die Einrichtung der Anlage und jeder der Lagerflächen wird so vorgenommen, dass das Risiko einer Kontamination des Grund- und des Oberflächenwassers maximal verringert wird.

Ganz besonders das Anbringen der aufgesetzten Abdichtungsschichten und der Drainagekörper ist so vorzunehmen, dass sich so wenig Wasser wie möglich im unteren Teil sammeln kann.

§ 2. 1° Nach Abholzungen, Entfernungen von Gestrüpp und vorherigen Gestaltungsarbeiten wird das Bodenplanum so profiliert, dass es in einer Richtung ein ständiges Gefälle von mindestens 2% aufweist.

Auf Gutachten des technischen Beamten kann die zuständige Behörde eine Alternative genehmigen, die ein mindestens gleichwertiges Effizienzniveau ermöglicht.

2° Nach dem Erdaushub und der Reprofilierung der Flächen darf keine innere Böschung ein Gefälle aufweisen, das höher als 6/4 (33° zur Waagerechten) ist.

Art. 6 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für Zellen, wo Stoffe der Kategorie A aufgenommen werden.

§ 2. Die Sohle und die Flanken der Anlage werden mit Mineral- und Kunststoffen bedeckt, die Anforderungen für die Undurchlässigkeit, die Drainage und die Dicke entsprechen, deren kombinierte Wirkung hinsichtlich des Schutzes des Bodens, Untergrunds, Grundwasser- und Oberflächenwassers mindestens derjenigen entspricht, die sich aus dem folgenden Schichtaufbau (von unten nach oben) ergibt:

- a) ein dränierendes Geotextil;
- b) eine regelmäßige, mindestens 30 Zentimeter dicke Schicht von hergebrachten Materialien, die die Tragfähigkeit und die dauerhafte Stabilität der Einrichtung sichert;
- c) eine mindestens 20 Zentimeter dicke Schicht von dränierendem Sand; wirksame Dränrohre, in angepasster Anzahl und fachgerecht dimensioniert, regelmäßig geschützt und unterhalten, ergänzen diese Vorrichtung;
- d) eine 15 Zentimeter dicke Sandschicht;
- e) ein Geotextil oder ein anzeigendes Geogitter;
- f) eine dränierende und mindestens 15 Zentimeter dicke Sandschicht.

§ 3. Das Wasser, das mit den entnommenen Stoffen in Kontakt gewesen ist, wird aufgefangen und zurückgewonnen, dies je nach der Wirksamkeit der gemäß den Vorschriften des § 2 installierten Vorrichtung.

1° Notfalls wird es zu einem Gewitterauffangbecken geleitet. Es wird unter Einhaltung der Bedingungen des Artikels 31 des vorliegenden Erlasses aus dem Standort abgeleitet.

§ 4. Falls das in § 3 erwähnte Wasser den Bedingungen zur Ableitung nicht genügt, wird es schnellstmöglich zur einer Klärstation geleitet, um dort behandelt zu werden.

1° Die im vorstehenden Absatz erwähnte Klärstation wird, wenn sie auf dem Gelände der Anlage angesiedelt ist, mit einer zentralisierten Selbstkontrollevorrichtung versehen, die die Möglichkeit gibt, jederzeit auf der Betriebsstätte ihre Betriebsleistung zu kennen. Die Betriebsparameter in Echtzeit am Ein- und Ausgang der Anlage - von denen wenigstens die Abflussmenge, der pH-Wert, die Leitfähigkeit und die Temperatur sowie das Datum und die Uhrzeit der Messungen - sind vorher im Einverständnis mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgelegt worden; sie können von Letzterem vor Ort leicht gelesen werden.

Die früheren Werte dieser Parameter, die die letzten fünf Jahre betreffen, werden auf Datenträger gespeichert und auf Papier aufbewahrt und zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt, gegebenenfalls in einem von ihm bestimmten Format. Sie können ihm binnen 24 Stunden nach seinem Antrag zur Verfügung gestellt werden. Die Geräte werden gemäß einer vom Hersteller festgelegten Häufigkeit instand gehalten, geeicht und kalibriert. Das Abwasser dieser Station genügt den Bedingungen von Artikel 31 des vorliegenden Erlasses.

1° Bevor das Wasser einer Klärstation zugeführt wird, wird es gegebenenfalls auf dem Gelände in dichten Becken gelagert, dies nur so lange wie nötig.

2° Diese Becken sowie diejenigen der Behandlungseinheit werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, die eine Überprüfung ihrer Dichtigkeit mindestens alle drei Monate ermöglicht. Diese Vorrichtung ist ständig für den mit der Überwachung beauftragten Beamten erreichbar.

Art. 7 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für Zellen, wo Stoffe der Kategorie B aufgenommen werden.

§ 2. Die Sohle und die Flanken der Anlage bestehen aus Mineral- und Kunststoffen, die Anforderungen für die Undurchlässigkeit, die Drainage und die Dicke entsprechen, deren kombinierte Wirkung hinsichtlich des Schutzes des Bodens, Untergrunds, Grundwasser- und Oberflächenwassers mindestens derjenigen entspricht, die sich aus dem folgenden Schichtaufbau (von unten nach oben) ergibt:

- a) ein dränierendes Geotextil;
- b) eine regelmäßige, mindestens 30 Zentimeter – 20 Zentimeter auf den Flanken - dicke Schicht von hergebrachten Materialien, die die Tragfähigkeit und die dauerhafte Stabilität der Einrichtung sowie den Schutz der Geomembrane sichert;
- c) eine mindestens 1,5 Millimeter dicke Geomembrane aus PEHD;
- d) eine mechanischer bzw. elektrischer Undichtigkeitsanzeiger, der mit einem permanent funktionierenden Kontrollsystem verbunden ist, so dass das feststellen eines Lecks innerhalb von vierundzwanzig Stunden dem Betreiber gemeldet wird;
- e) eine 1,5 Millimeter dicke Geomembrane aus PEHD;
- f) eine mindestens 20 Zentimeter dicke Schicht von dränierendem Sand; wirksame Dränrohre, in angepasster Anzahl und fachgerecht dimensioniert, regelmäßig geschützt und unterhalten, ergänzen diese Vorrichtung;
- g) eine 15 Zentimeter dicke Sandschicht;
- h) ein Geotextil oder ein anzeigendes Geogitter;
- i) eine dränierende und mindestens 15 Zentimeter dicke Sandschicht.

§ 3. Die zur Bildung der Dichtigkeit verwendeten hergebrachten Materialien entsprechen den Kriterien der Anlage.

§ 4. Falls ein Leck insbesondere mittels des in § 2 beschriebenen Undichtigkeitsanzeigers festgestellt wird, informiert der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten unverzüglich. Die notwendigen Reparaturen werden unter Einhaltung der von Letzterem gegebenen Anweisungen oder, in Ermangelung davon, schnellstmöglich und fachgerecht vorgenommen.

§ 5. 1° Das Wasser, das mit den entnommenen Stoffen in Kontakt gewesen ist, wird mittels der Dränvorrichtung aufgefangen und zurückgewonnen, die gemäß den Vorschriften des § 2 installiert wurde.

2° Notfalls wird dieses Wasser schnellstmöglich zur einer Klärstation geleitet, um dort behandelt zu werden.

3° Die im vorstehenden Absatz erwähnte Klärstation wird, wenn sie auf dem Gelände der Anlage angesiedelt ist, mit einer zentralisierten Selbstkontrollvorrichtung versehen, die die Möglichkeit gibt, jederzeit auf der Betriebsstätte ihre Betriebsleistung zu kennen. Die Betriebsparameter in Echtzeit am Ein- und Ausgang der Anlage - von denen wenigstens die Abflussmenge, der pH-Wert, die Leitfähigkeit und die Temperatur sowie das Datum und die Uhrzeit der Messungen - sind vorher im Einverständnis mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgelegt worden; sie können von Letzterem vor Ort leicht gelesen werden.

Die früheren Werte dieser Parameter, die die letzten fünf Jahre betreffen, werden auf Datenträger gespeichert und auf Papier aufbewahrt und zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt, gegebenenfalls in einem von ihm bestimmten Format. Sie können ihm binnen 24 Stunden nach seinem Antrag zur Verfügung gestellt werden. Die Geräte werden gemäß einer vom Hersteller festgelegten Häufigkeit instand gehalten, geeicht und kalibriert. Das Abwasser dieser Station genügt den Bedingungen von Artikel 31 des vorliegenden Erlasses.

4° Bevor das Wasser einer Klärstation zugeführt wird, wird es gegebenenfalls auf dem Gelände in dichten Becken gelagert, dies nur so lange wie nötig.

5° Diese Becken sowie diejenigen der Behandlungseinheit werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, die eine Überprüfung ihrer Dichtigkeit mindestens alle drei Monate ermöglicht. Diese Vorrichtung ist ständig für den mit der Überwachung beauftragten Beamten erreichbar.

Art. 8 - § 1. Das Niederschlagswasser der äußeren Böschungen wird mittels einer Dränvorrichtung oder eines die Anlage umgebenden Grabens aufgefangen.

Das mittels der im vorigen Absatz erwähnten Vorrichtungen gesammelte Niederschlagswasser wird aufgefangen und notfalls zu einem Gewitterauffangbecken geleitet. Es wird unter Einhaltung der Bedingungen des Artikels 31 des vorliegenden Erlasses außerhalb des Geländes abgeleitet. Die Dränvorrichtungen und Gräben werden regelmäßig ausgeschlammmt, so dass deren Wirksamkeit nicht beeinträchtigt werden kann.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Vorrichtungen dürfen auf keinen Fall die Drainage der benachbarten Parzellen stören. Sie werden regelmäßig ausgeschlammmt und gesäubert, so dass deren Wirksamkeit zu keiner Zeit beeinträchtigt werden kann.

§ 3. Die Ansiedlung und die Einrichtung werden so vorgesehen, dass das Oberflächenwasser unter gewöhnlichen Umständen nicht in das Gelände eindringen oder es überschwemmen kann.

Abschnitt 3 — Sonstige Einrichtungen

Art. 9 - Die Anlage ist nur den befugten Personen zugänglich. Zu diesem Zweck wird der Zugang durch Unbefugte im ganzen Umkreis und nicht nur auf dem in Betrieb stehenden Gebiet erschwert. In Ermangelung von durch die zuständige Behörde als genügend betrachteten Hindernissen wird der Standort mit einem mindestens zwei Meter hohen Zaun, über dem ein Stacheldraht läuft, umgeben.

Die Ein- und Ausfahrten des Standortes sind mit Toren ausgerüstet, die den Zugang außerhalb der Öffnungszeiten verbieten. Diese Tore werden nur bei Anwesenheit des Betreibers oder seines Stellvertretenden offen gelassen.

Art. 10 - Die betriebsinternen Wege sind so angelegt, dass die Räder der Fahrzeuge beim Verlassen der Anlage von Schlamm und Abfällen befreit werden.

Verkehrsschilder werden am Rande der internen Verkehrswege gestellt, um die in die Anlage einfahrenden Fahrzeuge zu den Abladestellen und die ausfahrenden Fahrzeuge zur Ausfahrt zu leiten.

Art. 11 - § 1. Der Betreiber trifft alle nötigen Maßnahmen, um den Standort und seinen Betrieb so gut wie möglich in die Landschaft zu integrieren, und damit die Aussicht nicht beeinträchtigt wird.

Zu diesem Zweck werden insbesondere die äußeren Böschungen und deren oberer Teil mit lokalen Pflanzenarten eingesät und bepflanzt, die die Gefälle befestigen, die Erosion begrenzen und mit der Zielsetzung bezüglich des Fortbestands der vorgeschriebenen Dichtigkeits- und Dränageschichten vereinbar sind.

Diese pflanzliche oder andersartige Einrichtung wird von dem Betreiber optimal unterhalten.

§ 2. Der Betreiber trifft alle geeigneten Maßnahmen, um die dauerhafte Stabilität aller Elemente der Einrichtung, ganz besonders der Böschungen und Dämme, zu sichern. Zu diesem Zweck dürfen besonders die Gefälle der Böschungen nicht mehr als $6/4$ (33° zur Waagerechten) betragen.

Abschnitt 4 — Ausrüstung

Art. 12 - Die Zusammenstellungsanlage verfügt über ihrer Größe angemessene Maschinen.

Die Bewegungen der entnommenen Stoffe, die mit der Betreibung verbundenen Erdarbeiten und die Pflege der etwaigen Gräben werden mittels angepasster Maschinen vorgenommen.

Art. 13 - Die Anlage ist in unmittelbarer Nähe der Einfahrt mit einer Bedienungs- und Kontrolleinrichtung ausgestattet.

Diese Einrichtung ist mit einer Wasser- und Stromversorgung sowie einem Telefonanschluss ausgerüstet und umfasst wenigstens einen Büroraum, einen Essraum und sanitäre Einrichtungen einschließlich einer Dusche für das Personal.

Art. 14 - § 1. In der Nähe der Einfahrt ist mindestens eine geeichte Brückenwaage vorgesehen, die über eine automatische Registrierfunktion oder jegliche andere gleichartige Vorrichtung verfügt.

Die Örtlichkeiten sind so zu gestalten, dass die entnommene Stoffe transportierenden Fahrzeuge, die in das Gelände einfahren, bzw. dieses wieder verlassen, notwendigerweise über die Brückenwaage oder die sie ersetzende gleichartige Vorrichtung fahren, die während der Betriebszeiten stets funktionsbereit ist.

§ 2. Auf Gutachten des technischen Beamten kann die zuständige Behörde das Installieren von Vorrichtungen, die von den in § 1 erwähnten Vorrichtungen verschieden sind, erlauben, dies insofern diese das Erreichen von gleichwertigen Zielen ermöglichen.

Art. 15 - Am Eingang der Anlage wird ein Hinweisschild angebracht, das wenigstens einen Quadratmeter groß ist und auf dem auf klare, lesbare und dauerhafte Weise wenigstens die nachfolgenden Informationen stehen:

- 1° der Vermerk "Zugang nur für Befugte" in wenigstens zehn Zentimeter hohen Druckbuchstaben;
- 2° die Bezeichnung und die Anschrift der Anlage;
- 3° die Anschrift und die Telefonnummer des Betreibers oder seines Stellvertreters;
- 4° die Anschrift und die Telefonnummer des mit der Überwachung beauftragten Beamten;
- 5° die gewöhnlichen Öffnungszeiten für die Annahme der entnommenen Stoffe;
- 6° ein Vermerk, durch den die Telefonnummer des bei einem Brand oder einem Unfall zu benachrichtigenden Dienstes angegeben wird;
- 7° die Angabe der Art der zugelassenen entnommenen Stoffe.

*KAPITEL II — Betreibung**Abschnitt 1 — Zugeteiltes Personal*

Art. 16 - Während der Abladezeiten steht mindestens eine Person am Standort der Anlage, um die Verwaltungsformalitäten, die Kontrolle der Übereinstimmung der entnommenen Stoffe mit den Auflagen, die Anweisungen an die Transporteure, das Führen der Fahrzeuge sowie jegliche mit der Betreibung der Anlage verbundene Tätigkeit zu gewährleisten.

Art. 17 - § 1. Der Betreiber erteilt allen Mitgliedern des auf dem Gelände im Rahmen der Betriebstätigkeit beschäftigten Personals, einschließlich der eventuell auftretenden Subunternehmer, und allen neuen Beteiligten eine angemessene Ausbildung. Diese Ausbildung bezieht sich u.a. auf den Unterricht:

- 1° der Bestimmungen der auf dem Gebiet der Umweltgenehmigung und der Abfallbewirtschaftung geltenden Dekrete und Verordnungen;
- 2° der Techniken zur Erkennung und Verwaltung der entnommenen Stoffe;
- 3° der Sicherheitsbestimmungen innerhalb und außerhalb des Betriebs;
- 4° der Umweltproblematik im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung einer solchen Anlage.

§ 2. Vor der Inbetriebsetzung der Anlage übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Personalien seines oder seiner Stellvertreter.

Abschnitt 2 — Annahmefähigkeit und Verwaltung der entnommenen Stoffe

Art. 18 - Der Betreiber führt ein Eingangsregister.

Dieses Register besteht aus einem gebundenen Band, dessen Seiten in 200 Seitenserien durchgehend nummeriert sind.

Für jeden Betriebstag verzeichnet der Betreiber in diesem Register:

1° die Anzahl der Transportscheine und ggf. die Gründe für die Ablehnung. Diese Scheine werden dem Register beigefügt.

2° die durch die Messinstrumente registrierten Messdaten bezüglich der in der Umweltgenehmigung auferlegten Parameter;

3° einen Bericht über jeden ungewöhnlichen Vorfall und/oder jeden Vorfall, der Gefahr läuft, die Umwelt zu gefährden.

Die Protokolle, die sich auf die vorgeschriebenen Analysen und Kontrollen beziehen, insbesondere gemäß den Artikeln 3 und 4 des Erlasses vom 30. November 1995 und des Artikels 19 des vorliegenden Erlasses, werden dem Register beigefügt.

Der Betreiber muss die seinem Register beigefügten Transportscheine während fünf Jahren nach deren Abfassung aufbewahren.

Art. 19 - Die in der Anlage aufgenommenen entnommenen Stoffe dürfen keinen Trockengehalt von weniger als 10 % aufweisen. Der Betreiber richtet ein Verfahren ein, das es ihm möglich macht, die Einhaltung dieser Bestimmung regelmäßig zu überprüfen, und nimmt mindestens eine Kontrolle pro Woche während der aktiven Betriebsphase vor.

Art. 20 - Außer im Falle eines außergewöhnlichen Abladens muss jedes Fahrzeug, das entnommene Stoffe über was auch immer welchen Verkehrsweg in die Anlage bringt, mit einem Transportschein versehen sein.

Im Falle eines außergewöhnlichen Abladens wird ein Transportschein beim Hineinfahren in die Anlage ausgestellt.

Beim Abladen werden die nachfolgenden Informationen durch ein computergestütztes System festgehalten oder auf das Transportformular übertragen:

1° das Gewicht, das Volumen, die Tara und die Herkunft sowie ggf. die Nummer des Passierscheins;

2° die Unterschrift des Fahrers und die Nummer seines Personalausweises;

3° der Name und die Unterschrift der Person, die von dem Betreiber beauftragt wird, die Konformität der Stoffe zu überprüfen;

4° die Identifizierung des Betreibers;

5° das Datum und die Uhrzeit des Abladens;

6° ein Code, der dem Bewirtschaftungsplan entspricht, durch den die Abladestelle bezeichnet wird;

7° gegebenenfalls der Grund für die Verweigerung des entnommenen Stoffe und die Angabe Verweigert». Auf dem Schein muss ebenfalls die vermeintliche Bestimmung der verweigerten entnommenen Stoffe stehen.

Ein Exemplar des Transportscheins wird im Büro der Anlage aufbewahrt und dem in Artikel 18 der vorliegenden Bedingungen erwähnten Register beigefügt; die anderen Exemplare werden dem Spediteur ausgehändigt.

Art. 21 - Die Dauer der Lagerung eines jeden Loses von entnommenen Stoffen in der Anlage darf drei Jahre nicht überschreiten.

Art. 22 - Der Betreiber führt ein Ausgangsregister.

Dieses Register besteht aus einem gebundenen Band, dessen Seiten in 200 Seitenserien durchgehend nummeriert sind.

Für jeden Betriebstag verzeichnet der Betreiber je nach Kategorie der entnommenen Stoffe in diesem Register:

1° das Gewicht und das Volumen der abtransportierten entnommenen Stoffe;

2° die ursprüngliche Herkunft der entnommenen Stoffe sowie das Datum oder der Zeitraum des Eingangs in die Anlage;

3° die Bestimmung der entnommenen Stoffe;

4° gegebenenfalls die in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgeschriebenen Angaben.

Art. 23 - Die zuständige Behörde legt auf der Grundlage eines Gutachtens des technischen Beamten die Tage und Zeitspannen fest, während deren die entnommenen Stoffe angenommen oder abtransportiert werden können. In außergewöhnlichen Fällen kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte die Annahme und den Abtransport der entnommenen Stoffe außerhalb dieser Zeitspannen sowie an Sonn- und Feiertagen erlauben.

Art. 24 - Der Betreiber trifft die geeigneten Maßnahmen, damit der Abtransport der entnommenen Stoffe keine Gefahr der Beschädigung der gemäß Artikeln 6 und 7 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen auferlegten Vorrichtungen nach sich zieht.

Außer bei einer Ersetzung dürfen ganz besonders die dränierenden Sande, die unter dem Geotextil des anzeigenden Geogitters liegen, weder beschädigt noch entfernt werden.

Dieses Geotextil oder Geogitter wird in einwandfreiem Zustand auf der ganzen Fläche jeder Zelle erhalten.

Abschnitt 3 — Betriebsplan

Art. 25 - Innerhalb von sechzig Tagen ab der Zustellung der Umweltgenehmigung übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten einen Betriebsplan in drei Ausfertigungen.

In diesem Plan sind mindestens enthalten:

1° die Reihenfolge des Auffüllens und des Abtransports der entnommenen Stoffe in jedem Sektor, mit Angabe der Zeit- und Raumdaten;

2° die Dicke der Schicht der entnommenen Stoffe vor deren Abtransport;

3° der Wasserbewirtschaftungsplan, der das Schema, die Organisation und die Durchführung der diesbezüglichen Maßnahmen enthält.

Nachdem er innerhalb einer dreißigtägigen Frist von dem technischen Beamten mit einem Sichtvermerk zur Kenntnisnahme versehen worden ist, wird der Betriebsplan dem Betreiber zurückgeschickt. Der Betreiber muss sich daran halten und ihn je nach dem Fortschreiten der Arbeiten zum Auffüllen und zum Abtransport der entnommenen Stoffe in die/aus den Sektoren aktualisieren.

Der Plan ist in der Anlage stets verfügbar und von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einsehbar.

Abschnitt 4 — Bekämpfung der Belästigungen

Art. 26 - Wenn die entnommenen Stoffe belästigende Gerüche freisetzen, kann die zuständige Behörde auf Gutachten des mit der Überwachung beauftragten Beamten Folgendes auferlegen:

1° das regelmäßige Überdecken der Stoffe mit einer zwischenliegenden Deckschicht oder mit speziellen Produkten, die die gezielte Dehydratation nicht beeinträchtigen;

2° das Installieren einer Vorrichtung zur Reduzierung oder zur Absorption der Gerüche mit Hilfe von Produkten und Techniken, deren Unschädlichkeit und Wirksamkeit von dem Betreiber bewiesen werden müssen;

3° der Abtransport der beanstandeten entnommenen Stoffe.

Art. 27 - Die Senkungen, Spalten und Brüche werden sofort bei deren Feststellung aufgefüllt.

Art. 28 - Es ist verboten, Haustiere auf dem Gelände des Betriebs laufen zu lassen.

Art. 29 - Die regelmäßige Säuberung der Umgebung der Anlage, die infolge eines Unfalls durch Staub, entnommene Stoffe oder sonstige in der Anlage herumliegende Abfälle verunreinigt wäre, muss von dem Betreiber vorgenommen werden.

Art. 30 - Der Betreiber setzt alle nötigen Mittel ein, um die Belästigungen, die trotz der sowohl auf der Ebene der Anlage als auch auf der Ebene der Betreibung getroffenen Vorsichtsmaßnahmen entstehen würden, zu beseitigen.

Die Unfälle bzw. Zwischenfälle, die die Sicherheit oder die öffentliche Gesundheit sowie die Sicherheit der Nachbargelände beeinträchtigt haben oder beeinträchtigen könnten, werden fristlos dem technischen Beamten, dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinden, wo die Anlage angesiedelt ist, mitgeteilt.

KAPITEL III — Wasser

Art. 31 - In Abweichung vom Königlichen Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser werden die Bedingungen zur Ableitung und zur Überprüfung der Konformität des Wassers in den Sonderbedingungen festgesetzt.

*KAPITEL IV — Kontrolle und Selbstüberwachung**Abschnitt 1 — Kontrolle der Einrichtungen*

Art. 32 - Die Aufsicht über die folgenden Arbeiten und Einrichtungen wird durch eine unabhängige, von dem Betreiber nach Beratung mit dem technischen Beamten gewählte Kontrolleinrichtung gewährleistet:

a) Planung und Installierung der in den Artikeln 6, §§ 2, 3, 2° und 4, 3° und 4° und 7, §§ 2 und 5, 4° und 5° erwähnten Vorrichtungen;

b) Planung, Lokalisierung und Installierung der in Artikel 33 erwähnten Piezometer und Vorrichtungen.

Vor Beginn der besagten Arbeiten werden jedes Lastenheft, das die genauen technischen Klauseln des Auftrags enthält, sowie die Programme zur Kontrolle, zur Überwachung und zur langfristigen Wartung (Nachbewirtschaftung) der oben bestimmten Kontrolleinrichtung zur Begutachtung unterbreitet.

Dieses Gutachten sowie drei Exemplare des Lastenheftes werden vor Beginn der Arbeiten von dem technischen Beamten auf Vorschlag des Betreibers genehmigt.

Während der betroffenen Arbeiten und Einrichtungen und nach deren Abschluss übermittelt die Kontrolleinrichtung dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einmal im Monat einen ausführlichen Bericht, in dem Folgendes enthalten ist:

a) der Stand der Arbeiten;

b) die vorgenommenen Messungen und Kontrollen sowie deren Ergebnisse;

c) jegliche zweckdienliche Bemerkung bezüglich des Funktionierens der Baustelle.

Abschnitt 2 — Wasser

Art. 33 - § 1. Der Betreiber installiert ein Netz von Piezometern, die dazu bestimmt sind, das Wasser des Grundwasserspeichers zu bemustern und gegebenenfalls zurückzunehmen, wenn die auf die Anlage zurückzuführende Lage es erforderlich macht. Was die Natur des Untergrunds auch sein mag, werden die Piezometer so ausgerüstet, dass sie leicht mit einer Pumpvorrichtung mit einem Durchmesser von mindestens hundert Millimetern versehen werden können.

§ 2. Die Anzahl Piezometer pro Grundwasserspeicher, der betroffen werden könnte, wird mindestens auf drei festgelegt.

Die Lokalisierung der Achse des Brunnenrands und des Rohrkopfes in Lambert-Koordinaten (X,Y: Genauigkeit ein Meter) und entsprechend dem Landesnivellement (Z: Genauigkeit zehn Zentimeter) sowie die gesamten Eigenschaften der Ausrüstung der Piezometer werden vor der ersten Ausschüttung von Abfällen von dem Betreiber dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt.

Die gesamten Piezometer werden mit einem Vorhängeschloss versehen und die Schlüssel werden auf dem Gelände ständig zur Verfügung des technischen Beamten und des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt.

Falls es die Lage erfordert, kann die Installierung von zusätzlichen Piezometern von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten auferlegt werden. Die Eigenschaften dieser Piezometer werden von dem technischen Beamten festgelegt. Außerdem darf die zuständige Behörde auf Gutachten des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme des verschmutzten Wassers und seine Behandlung in einer geeigneten Anlage auferlegen.

§ 3. Wenn sich unter dem Gelände ein Grundwasserspeicher befindet, und wenn dieses Wasser in größeren Mengen in die Anlage einsickern könnte, wird das darunterliegende Grundwasser mit Hilfe einer geeigneten Vorrichtung zurückgewonnen, die die Ableitung des Wassers ermöglicht, ohne dass es mit den Abfällen in Kontakt kommt, gemäß Artikel 8, § 1.

In keinem Falle darf das Bodenplanum unter dem Gelände entweder unterhalb des Höchststandes eines freien Grundwasserspeichers oder dem Bereich, wo ein Kapillaraufstieg des Grundwassers erfolgt, liegen. Wenn nötig wird eine Vorrichtung zur Neutralisierung des Kapillaraufstiegs installiert.

Art. 34 - § 1. Halbjährlich, im Laufe der Monate März und September, werden Proben aus dem Grundwasser der Piezometer entnommen.

Vor jeder Probeentnahme findet im Maße des Möglichen ein Abpumpen des Grundwassers mit einer geeigneten Förderleistung und während mindestens einer Stunde und auf jeden Fall bis zur Stabilisierung des piezometrischen Niveaus und der gemessenen Leitfähigkeit statt.

Außer der Messung der Spiegelhöhe des Grundwassers, betreffen die Analysen die folgenden Parameter: Cu, Zn, As, Cd, CO, Total Cr, Hg, Ni, Pb, Zyanide, Fluoride, gesamte Kohlenwasserstoffe. Eine qualitative Auswertung der anwesenden organischen Verbindungen wird ebenfalls mit Hilfe eines mit einem Massenspektrometer oder einem vergleichbaren Gerät gekoppelten Gaschromatographen vorgenommen.

Angesichts der Ergebnisse kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten jederzeit die Liste der Piezometer, aus denen die Proben entnommen werden und die Liste der zu analysierenden Parameter sowie die Häufigkeit der Probeentnahmen und der Analysen abändern.

§ 2. Die Ergebnisse der Analysen werden in einem von der verantwortlichen Person des zugelassenen Laboratoriums unterzeichneten Bericht angegeben. Innerhalb von acht Tagen nach seinem Empfang wird dieser Bericht vom Betreiber dem technischen Beamten, dem mit der Überwachung beauftragten Beamten, dem in Sachen Wasserwesen zuständigen Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region sowie den Bürgermeister der Gemeinden, in denen die Anlage angesiedelt ist, übermittelt.

Die Ergebnisse der Analysen werden wie folgt dargestellt:

a) Zahlentabelle;

b) Diagramme, die die während der letzten fünf Jahre festgestellten Ergebnisse systematisch enthalten.

1° Auf jeder Unterlage, die die Probeentnahme erwähnt, stehen:

a) das Datum, die Uhrzeit der Probeentnahme sowie der Name des Operators;

b) das Bezugszeichen und die genauen Koordinaten der Entnahmestelle (Lambert-Koordinaten X und Y sowie Landesnivellement Z);

c) jegliche etwaige besondere Beobachtung;

d) was die Entnahme von Grundwasser angeht, stehen ebenfalls die folgenden Angaben:

- das Niveau des Grundwassers vor der Entnahme;

- die Tiefe der Probeentnahme;

- die Schwankungen des relativen Pegels, des pH-Wertes, der Temperatur und der Leitfähigkeit im Laufe der Entnahme.

2° In den unter 1° erwähnten Tabellen und Diagrammen werden für jede Wasserentnahmestelle die folgenden Angaben in Ziffern und auf der Ordinate angegeben:

a) die Parameter, die in der Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 über die Qualität des Leitungswassers erwähnt sind;

b) die Parameter, die im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser erwähnt sind.

3° Die Ergebnisse der Analysen werden ebenfalls dem in Artikel 18 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen erwähnten Register beigefügt.

4° Die zuständige Behörde kann auf Gutachten des technischen Beamten neben der Darstellung auf Papier einen Datenträger auferlegen. Sie legt die Modalitäten für die Präsentation des Analyseberichts gemäß einem mit der Datenbank der zuständigen Dienststellen der Wallonischen Region kompatiblen Format fest.

§ 3. Die Probeentnahmen, die Verpackung, der Transport, die Lagerung der Proben und deren Analysen, die vorgenommen werden, werden durch ein zugelassenes Laboratorium, in der Eigenschaft eines mit den offiziellen Analysen in Sachen Wasser beauftragten Laboratoriums, fachgerecht ausgeführt.

Ganz besonders die Techniken zur Probeentnahme müssen bekannt sein, damit die Phänomene der Segregation der Schadstoffe in den Wasserschichten erfasst werden können und damit jede Probe für die Flüssigkeitskolonne charakteristisch ist.

§ 4. Die Daten und Uhrzeiten der aufgrund von § 1 erforderten Probeentnahmen werden vom Betreiber mindestens fünf Werktage im Voraus den nachstehenden Beamten per Fax mitgeteilt:

- a) dem technischen Beamten;
- b) dem mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL V — *Bedingungen bezüglich der Wiederinstandsetzung*

Art. 35 - Spätestens zwölf Monate vor dem Ablauf der Umweltgenehmigung unterbreitet der Betreiber der zuständigen Behörde ein Projekt in vier Ausfertigungen zur globalen Wiederinstandsetzung des Standortes, einschließlich der Neuanpflanzungen.

Die zuständige Behörde bringt die Abänderungen an dem Projekt an, die sie für notwendig hält, und genehmigt es innerhalb von neunzig Tagen ab dessen Eingang.

Sie setzt die Frist fest, innerhalb welcher die Arbeiten auszuführen sind, sowie gegebenenfalls die Maßnahmen zur Nachbewirtschaftung und deren Dauer.

KAPITEL VI — *Abweichende Bestimmungen, aufhebende Bestimmungen und Schlussbestimmungen*

Art. 36 - Die Artikel 11 bis 14 des Erlasses vom 30. November 1995 werden aufgehoben.

Art. 37 - § 1. Auf Gutachten des technischen Beamten kann die zuständige Behörde im Falle einer Anlage, wo nur Stoffe der Kategorie A gelagert werden, von den Artikeln 8, 33 und 34 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen abweichen.

§ 2. Auf Gutachten des technischen Beamten kann die zuständige Behörde von Artikel 19 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen abweichen.

Art. 38 - Der vorliegende Erlass tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

In Abweichung von dem vorherigen Absatz tritt der vorliegenden Erlass, was die bestehenden Betriebe betrifft, 24 Monate nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 39 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage — *Eigenschaften der Abdichtungsmaterialien*

Im Rahmen der Einrichtungsarbeiten der Zusammenstellungsanlage übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten Informationen über den Ursprung und die Eigenschaften der Materialien, die er zu benutzen beabsichtigt, zur Genehmigung; diese werden aufgrund einer durch ein anerkanntes Labor geführten Untersuchung ermittelt.

Die nachstehend aufgeführten Eigenschaften betreffen hauptsächlich die tonhaltigen Materialien und die PEHD-Blätter (Polyäthylen hoher Dichte). Diese Angaben verbieten nicht die Verwendung anderer Materialien, wenn bewiesen wird, dass sie gleichwertige Leistungen haben. Wenn nötig werden die technischen Vorschriften aufgrund von Vorschlägen, die vom Betreiber gestützt werden, von Fall zu Fall von dem technischen Beamten näher festgelegt.

Außerdem kann die zuständige Behörde dazu geführt werden, ergänzende Bedingungen im Rahmen von Regeln der guten fachlichen Praxis zu bestimmen.

1. Mineralische Abdichtung (tonhaltige aufgeschüttete oder verbesserte Materialien)

A. Ermittlung der Eigenschaften des Vorkommens:

Die Materialien müssen:

=> Kriterien hinsichtlich ihrer Art, Durchlässigkeit und Bearbeitbarkeit;

=> Eigenschaften hinsichtlich der Widerstandsfähigkeit und der Langzeitfestigkeit entsprechen.

Zu diesem Zweck vom Betreiber werden Versuche gemacht, die die Verbindungen zwischen diesen Parametern ermitteln, um Kontrollmaßnahmen zu ermöglichen.

B. Überprüfung der Erfüllung der Anforderungen:

Durch Versuche muss überprüft werden können, ob das gelieferte Material von dem früher identifizierten Vorkommen stammt und in guten Feuchtigkeits- und Kompaktheitsbedingungen eingesetzt werden kann, um die erforderlichen Leistungen zu erreichen.

C. Einsatztechnik:

Der Ton wird in 20 ± 5 Zentimeter dicken gekreuzten Schichten aufgebracht, die einzeln fachgemäß verdichtet werden, um ungefähr den Proctor-Bestwert zu erreichen.

Die erste auf das Bodenplanum aufgebrachte und verdichtete Schicht hat hauptsächlich eine Schutzrolle.

Um die erforderlichen Dicken zu erreichen, werden die anderen Schichten energisch verdichtet, um eine Qualität der Abdichtung zu erreichen, bei der die unter Paragraph *D* angeführten Vorschriften an jeder Stelle des Körpers eingehalten werden.

Die mechanische Arbeit (Verdichtung, Anfeuchtung, Trocknung) wird weitergeführt, bis alle auferlegten Vorschriften für jede Schicht erfüllt werden.

D. Durchführungskontrolle:

Die Häufigkeit der Versuche und Messungen wird in der Umweltgenehmigung bestimmt und darf nicht unter dem in der nachfolgenden Tabelle angeführten Wert liegen.

Der durchschnittliche Durchlässigkeitskoeffizient für die gesamten Messungen überschreitet nicht 1×10^{-9} m/s für mit Wasser übersättigten Ton und keine Messung darf ein Ergebnis höher als 3×10^{-9} m/s geben.

	Messungen	Häufigkeit
	I. In situ	
I.1.	Kompaktheit	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
I.2.	Dicke der Schicht	1 Versuch je 500 m ² und je Schicht (1)
I.3.	Gesamte Dicke	1 Versuch je 2 000 m ² (1)
I.4.	Durchlässigkeitskoeffizient	1 Versuch je 4 000 m ² (2)
	II. Im Labor	
II.1.	Wassergehalt	1 Versuch je 500 m ² und je Schicht (2)
II.2.	Durchlässigkeitskoeffizient mit dreiaxsigem Permeameter	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (2)
II.3.	Kompaktheit auf ungestörter Probe	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (1)
II.4.	Atterberggrenzen	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (1)
II.5.	Granulometrische Analyse	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.6.	Kationenaustauschfähigkeit	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.7.	Beugung X (mineralogische Untersuchung)	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.8.	Proctor-Versuche	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
	(1) und mindestens 6 Messungen pro Zelle	(2) und mindestens 10 Messungen pro Zelle

Auf jeden Fall werden die Versuchsstellen gekennzeichnet, aufgezeichnet und in dem Leistungstagebuch aufgenommen. Die für die Versuche gemachten Löcher werden mit quellfähigen Bentonitgranulaten gefüllt, wobei die Art des Betonits für die Eigenschaften des Sickerwassers geeignet ist.

1.2 Geomembranen (PEHD)

Die Geomembranen PEHD (Polyethylen hoher Dichte) werden, außer wenn es technisch unmöglich ist, mittels einer doppelten Schweißnaht, die von qualifizierten Personen vorgenommen wird, zusammengesetzt.

Die Schweißnahten werden durch eine qualifizierte Einrichtung, deren Fachkundigkeit anerkannt ist und die in keinem Abhängigkeitsverhältnis zum Betreiber der Zusammenstellungsanlage steht, sogar an T-Stößen völlig überprüft.

Außer bei erwiesener Unwirksamkeit der Vorrichtung setzt der Betreiber bis zur ersten Abfallschüttung auf das betroffene Gebiet ein elektrisches Lecksuchgerät ein und hält es ständig in Betrieb. Die festgestellten Defekte in den Geomembranen werden somit unmittelbar repariert und fachgemäß kontrolliert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Einrichtungen zur Zusammenstellung von infolge von Ausbagger- und Ausschlammarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und Bflächen entnommenen Stoffen beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1760

[C — 2003/27290]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake de exploitatie van bepaalde installaties voor de inzameling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.300/4, uitgebracht op 10 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Toepassingsgebied**

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen bedoeld in rubriek 90.22.12 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, voor zover in de inzamelingsinstallatie een voorbehandeling wordt uitgevoerd die slechts een gedeeltelijke droging door sedimentatie beoogt.

Het is niet van toepassing op de andere types installaties voor de inzameling van verwijderde stoffen, met name op die waar de verwijderde stoffen van categorie B een voorbehandeling ondergaan om de eigenschappen van de verwijderde stoffen van categorie A te verkrijgen.

§ 2. De bepalingen van dit besluit doen geen afbreuk aan die van het besluit van 30 november 1995, meer bepaald aan die van de artikelen 3 en 4 van bedoeld besluit betreffende de procedure voor de indeling van de verwijderde stoffen.

Afdeling 2. — Begripsomschrijving

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet van 27 juni 1996 : het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals later gewijzigd;

2° besluit van 30 november 1995 : het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden, zoals later gewijzigd;

3° inzameling : de handelingen bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 27 juni 1996;

4° voorbehandeling : de processen bedoeld in artikel 2, 13°, van het decreet van 27 juni 1996;

5° verwijderde stoffen : de stoffen – afvalstoffen – bedoeld in artikel 2 van het besluit van 30 november 1995, met uitzondering van de exogene afvalstoffen, maar met inbegrip van de krachtens artikel 5 van hetzelfde besluit ermee gelijkgestelde afvalstoffen;

6° stoffen van categorie A : de verwijderde stoffen die voldoen aan de toekenningscriteria van categorie A omschreven in artikel 4 van het besluit van 30 november 1995;

7° stoffen van categorie B : de verwijderde stoffen die voldoen aan de toekenningscriteria van categorie B omschreven in artikel 4 van het besluit van 30 november 1995;

8° exogene afvalstof : vaste afval macroscopisch te onderscheiden van de verwijderde stoffen, zoals hinderlijke voorwerpen, hout, schroot, plastic;

9° cel : onderverdeling van de installatie op grond van de categorie verwijderde stoffen die er worden beheerd, overeenkomstig de onderscheiding gemaakt in de punten 6° en 7° van dit artikel;

10° sector : onderverdeling van een cel op grond van het exploitatieplan volgens hetwelke de verwijderde stoffen geloosd en gehanteerd worden;

11° bodem van de inkassing : geprofileerde oppervlakte voor de dichtheids- en drainagelagen;

12° Office : « Office wallon des déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen);

13° bestaande inrichtingen : de inrichtingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund zijn of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

Afdeling 3. — Algemene verplichtingen

Art. 3. § 1. De verwijderde stoffen die in een bepaalde cel opgenomen worden, behoren noodzakelijkerwijs tot één van de twee categorieën bedoeld in artikel 2, 6° en 7° van dit besluit.

§ 2. Het is verboden stoffen van categorie B met stoffen van categorie A, afval of andere materialen aan te mengen opdat ze aan de toekenningscriteria van categorie A zouden voldoen.

§ 3. Naast de verwijderde stoffen worden alle exogene afvalstoffen die toevallig in de installatie terecht komen, alsmede de afvalstoffen afkomstig van de inrichting, de exploitatie en de sanering B zoals ontbossings- en grondwerkafval B beheerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996. De exploitant bezorgt de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar regelmatig en minstens één keer per jaar een lijst van het soort en de hoeveelheden afval, alsmede van de wijzen waarop het beheerd wordt.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw**Afdeling 1. — Afbakening*

Art. 4. Vier palen worden door een beëdigde landmeter geplaatst volgens de drie assen van de Lambert-coördinaten (X,Y) en de nationale waterpassing (Z). Ze steken minstens twintig centimeter uit boven de grond en een sectie van 15 centimeter op 15 centimeter en worden zo op de site aangebracht dat een topografische opmeting per luchtfotogrammetrie mogelijk is.

Het proces-verbaal van de plaatsing van de palen wordt zo spoedig mogelijk overgemaakt aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudende ambtenaar.

De exploitant mag de positie van die palen niet wijzigen zonder de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar bij aangetekend schrijven te verwittigen.

Afdeling 2. — Beheer en bescherming van de grond, de ondergrond en het water en toezicht daarop

Art. 5. § 1. De installatie en elke opslagruimte worden zo ingericht dat het grond- en oppervlaktewater zo weinig mogelijk besmettingsgevaar lopen.

Meer bepaald de aangevoerde waterdichtheidslagen en de draineermassieven worden zo aangelegd dat zo weinig mogelijk water op de bodem van de installatie stagneert.

§ 2. 1° Na ontbossing, struikgewasverwijdering en voorafgaande inrichtingen wordt de bodem van de inkassing zo geprofileerd dat de perennerende helling minstens 2 % bedraagt. Na advies van de technisch ambtenaar kan de bevoegde overheid instemmen met een andere oplossing om een gelijkwaardig niveau te halen.

2° Na uitgraving en herprofilering van de oppervlakten mag geen enkele glooiing een helling boven 6/4 hebben (33° op de horizontale lijn).

Art. 6. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn slechts van toepassing op de cellen die stoffen van categorie A opnemen.

§ 2. De bodem en de zijkanten van de installatie zijn afgedekt met minerale en synthetische stoffen die voldoen aan de voorschriften inzake waterdichtheid, drainage en dikte, die samen een bodem-, ondergrond-, grondwater- en oppervlaktewaterbescherming garanderen waarvan het niveau minstens gelijk is aan het niveau bereikt aan de hand van volgende combinatie, van onder naar boven :

- a) een draineergeotextiel;
- b) een gelijkmatige dikte van minimum 30 centimeter aangevoerde materialen die het draagvermogen en de perennerende stabiliteit van de installatie waarborgen;
- c) een laag draineerzand van minimum 20 centimeter; die voorziening wordt aangevuld met het geschikte aantal efficiënte draineerbuizen, behoorlijk gedimensioneerd, regelmatig beschermd en onderhouden;
- d) een zandlaag van 15 centimeter;
- e) een geotextiel of een wijzer-geotraliewerk;
- f) een laag draineer- en filtreerzand van minimum 15 centimeter.

§ 3. Het water dat in contact is geweest met de verwijderde stoffen wordt opgevangen en gerecupereerd naar gelang van het prestatievermogen van de voorziening geïnstalleerd overeenkomstig de bepalingen van § 2.

Het wordt desnoods naar een vergaarkom afgevoerd. Het wordt buiten de site geloosd met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 31 van dit besluit.

§ 4. Als het in § 3 bedoelde water niet voldoet aan de lozingsnormen, wordt het zo spoedig mogelijk afgevoerd naar een zuiveringsstation om er behandeld te worden.

Als het in het vorige lid bedoelde zuiveringsstation zich op op de site van de installatie bevindt, is het uitgerust met een centrale voorziening voor de autocontrole op de werking zodat men op de exploitatieplaats steeds kennis heeft van de werkingsgraad ervan. De toezichthoudende ambtenaar kan ter plaatse vlot inzage nemen van de parameters in reële tijd die de werking bij de in- en uitgang van de installatie aantonen – hoe dan ook het debiet, de pH, de conductiviteit en de temperatuur, alsook de datum en het uur van de metingen. Die parameters worden vooraf vastgelegd in overleg met de toezichthoudende ambtenaar.

De parameterwaarden over de vijf laatste jaren worden elektronisch en op papier geregistreerd en ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar – in voorkomend geval bepaalt hij het formaat – die er binnen 24 uur na zijn verzoek kennis van kan nemen.

De apparaten worden onderhouden, getarreed en gekalibreerd tegen de door de fabrikant opgegeven frequenties. Het afvalwater van het station voldoet aan de bepalingen van artikel 31 van dit besluit :

1° in voorkomend geval wordt het water gedurende de strikt noodzakelijke tijd op de site in waterdichte bekken opgeslagen voordat het naar het zuiveringsstation afgevoerd wordt;

2° die bekken en die van de behandelingseenheid zijn uitgerust met een voorziening waarmee minstens om de drie maanden kan worden nagegaan of ze waterdicht zijn. De toezichthoudende ambtenaar heeft steeds toegang tot die voorziening.

Art. 7. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn slechts van toepassing op de cellen die stoffen van categorie B opvangen.

§ 2. De bodem en de zijkanten bestaan uit minerale en synthetische materialen die voldoen aan voorschriften inzake waterdichtheid, drainage en dikte, die samen een niveau van bescherming van bodem, ondergrond, grondwater en oppervlaktewater moeten garanderen dat tenminste gelijkwaardig is aan het niveau dat bereikt wordt met de volgende voorschriften, van onder naar boven :

- a) een draineergeotextiel;
- b) een gelijkmatige dikte van minimum 30 centimeter - 20 cm aan de zijkanten - aangevoerde materialen die het draagvermogen en de perennerende stabiliteit van de installatie alsook de bescherming van het geomembraan waarborgen;
- c) een geomembraan HDPE met een dikte van minimum 1,5 millimeter;
- d) een mechanisch of elektrisch lekdetectiesysteem, aangesloten op een controlesysteem dat permanent in werking wordt gehouden zodat de exploitant binnen 24 uur geïnformeerd wordt over het gedetecteerde lek;

- e) een geomembraan HDPE met een dikte van minimum 1,5 millimeter;
- f) een laag draineerzand met een dikte van minimum 20 centimeter; vullen die inrichting wordt aangevuld met voldoende doeltreffende en behoorlijk afgemeten draineerbuizen die regelmatig beschermd en onderhouden worden;
- g) een zandlaag van 15 centimeter;
- h) een geotextiel of een wijzer-geotraliewerk;
- i) een laag draineer- en filtreerzand van minimum 15 centimeter.

De punten *a, d, e, f, g* en *h* zijn niet van toepassing op de zijkanalen.

§ 3. De aangevoerde materialen die gebruikt worden om waterdichtheid te waarborgen, voldoen aan de criteria omschreven in de bijlage.

§ 4. Als een lek wordt opgespoord, met name d.m.v. het detectiesysteem bedoeld in § 2, verwittigt de exploitant zo spoedig mogelijk de toezichthoudende ambtenaar. De nodige herstellingen worden uitgevoerd met inachtneming van zijn instructies of, in voorkomend geval, zo spoedig mogelijk en vakkundig.

§ 5. 1° Het water dat in contact is geweest met de verwijderde stoffen wordt opgevangen en gerecupereerd d.m.v. de draineervoorziening geïnstalleerd overeenkomstig de bepalingen van § 2.

2° Dat water wordt desnoods zo vlug mogelijk afgevoerd naar een zuiveringsstation om er behandeld te worden.

3° Als het in het vorige lid bedoelde zuiveringsstation zich op de site van de installatie bevindt, is het uitgerust met een centrale voorziening voor de autocontrole op de werking zodat men op de exploitatieplaats steeds kennis heeft van de werkingsgraad ervan. De toezichthoudende ambtenaar kan ter plaatse vlot kennis nemen van de parameters in reële tijd die de werking bij de in- en uitgang van de installatie aantonen B hoe dan ook het debiet, de pH, de conductiviteit en de temperatuur, alsook de datum en het uur van de metingen. Die parameters worden vooraf vastgelegd in overleg met de toezichthoudende ambtenaar.

De parameterwaarden over de vijf laatste jaren worden elektronisch en op papier geregistreerd en ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar – in voorkomend geval bepaalt hij het formaat – die er binnen 24 uur na zijn verzoek kennis van kan nemen.

De apparaten worden onderhouden, getarreed en gekalibreerd tegen de door de fabrikant opgegeven frequenties. Het afvalwater van het station voldoet aan de bepalingen van artikel 31 van dit besluit.

4° In voorkomend geval wordt het water gedurende de strikt noodzakelijke tijd op de site in waterdichte bekkens opgeslagen voordat het naar het zuiveringsstation afgevoerd wordt.

5° Die bekkens en die van de behandelingseenheid zijn uitgerust met een voorziening waarmee minstens om de drie maanden kan worden nagegaan of ze waterdicht zijn. De toezichthoudende ambtenaar heeft steeds toegang tot die voorziening.

Art. 8. § 1. Het afvloeiende hemelwater van de externe taluds wordt opgevangen d.m.v. een draineerbuis of een randsloot.

Het water dat d.m.v. de in het vorige lid bedoelde voorziening wordt opgevangen, wordt teruggewonnen en zonodig naar een vergaarkom afgevoerd. Het wordt buiten de site geloosd met inachtneming van de voorwaarden van artikel 31 van dit besluit. De draineerbuizen of sloten worden regelmatig geruimd om de vlotte werking ervan te waarborgen.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorzieningen mogen in geen geval de drainage van de naburige percelen storen. Ze worden regelmatig gereinigd en geruimd zodat de doeltreffendheid ervan nooit in het gedrang komt.

§ 3. De installatie wordt ingericht zodat het oppervlaktewater in gewone omstandigheden geen doorsijpelingen of overstromingen kan veroorzaken op de site.

Afdeling 3. — Andere inrichtingen

Art. 9. Alleen gemachtigde personen hebben toegang tot de installatie. Daartoe wordt de toegang bemoeilijkt op de gezamenlijke perimenter en niet alleen op het geëxploiteerde gedeelte.

Bij gebrek aan een natuurlijke hindernis die de bevoegde overheid voldoende acht, wordt de site afgesloten met een omheining van ten minste twee meter hoog waarvan het bovengedeelte van prikkeldraad voorzien wordt.

De in- en uitgangen van de site worden voorzien van deuren om de toegang tot het inzamelingscentrum te ontzeggen tijdens de sluitingsuren. Die deuren worden alleen opengehouden als de exploitant of zijn afgevaardigde aanwezig is.

Art. 10. De binnenwegen worden ingericht zodat de wielen van de voertuigen niet in contact komen met modder of afvalstoffen bij het verlaten van de installatie.

Langs de binnenwegen worden verkeersborden geplaatst voor de voertuigen die zich naar de lozingszones begeven of die de installatie verlaten.

Art. 11. § 1. De exploitant treft de nodige maatregelen opdat de site en de exploitatie ervan zich in de mate van het mogelijke integreren in het landschap en geen zichtbare hinder vormen. Daartoe worden met name de externe taluds en de kruinen ervan beplant met plaatselijke soorten die de hellingen versterken, de erosie beperken en verenigbaar zijn met de vooropgestelde duurzaamheid van de voorgeschreven dichtheids- en drainagelagen. Die al dan niet plantaardige inrichting wordt optimaal onderhouden door de exploitant.

§ 2. De exploitant treft de gepaste maatregelen om de perennerende stabiliteit van alle elementen van de installatie, met name de taluds en dijken te waarborgen. Daartoe mogen de externe taluds geen helling boven 6/4 hebben (33° op de horizontale lijn).

Afdeling 4. — Uitrusting

Art. 12. De inzamelingsinstallatie beschikt over toestellen die aan haar afmetingen aangepast zijn.

Een geschikte machine zorgt voor de verplaatsing van de verwijderde stoffen, voert de grondwerken van de exploitatie uit en onderhoudt de eventuele greppels.

Art. 13. Vlakbij de ingang van de inzamelingsinstallatie bevindt zich een diensten- en controlecomplex.

Dat complex beschikt over water, elektriciteit en telefoon en over ten minste één lokaal om een kantoor, een eetzaal en sanitaire voorzieningen met douches voor het personeel in te richten.

Art. 14. § 1. Bij de ingang staat ten minste één geijkte weegbrug die voorzien is van een automatisch registreerapparaat of van een ander gelijkwaardig toestel. De plaats is zodanig ingericht dat de in- en uitrijdende voertuigen, die verwijderde stoffen vervoeren, verplicht over de weegbrug of het gelijkwaardige toestel moeten rijden. Deze laatste zijn voortdurend in werking tijdens de openingsuren.

§ 2. Na advies van de technisch ambtenaar kan de bevoegde overheid de installatie van andere voorzieningen dan die bedoeld in § 1 toelaten, voor zover ze gelijkwaardige doelstellingen kunnen bereiken.

Art. 15. Bij de ingang van de inzamelingsinstallatie staat een paneel van ten minste 1 m² oppervlakte waarop op zijn minst de volgende gegevens duidelijk voorkomen :

- 1° de melding « verboden ingang » in hoofdletters van 10 cm hoog;
- 2° de identificatie en het adres van de installatie;
- 3° het adres en het telefoonnummer van de exploitant of zijn afgevaardigde;
- 4° het adres en het telefoonnummer van de toezichthoudende ambtenaar;
- 5° de normale openingsuren voor de opvang van de verwijderde stoffen;
- 6° het telefoonnummer van de in geval van brand of ongeval op te roepen dienst;
- 7° de toegelaten verwijderde stoffen.

HOOFDSTUK II. — Exploitatie

Afdeling 1. — Aangesteld personeel

Art. 16. Tijdens de lostijden is ten minste een persoon op de site aanwezig om te zorgen voor de administratieve formaliteiten, om na te gaan of de verwijderde stoffen conform zijn, om de vervoerders de weg te wijzen en de machines te besturen alsmede om elke aan de werking van de installatie inherente handeling te controleren.

Art. 17. § 1. De exploitant geeft een gepaste vorming aan het gezamenlijke personeel dat op de site tewerkgesteld is in het kader van zijn exploitatie, alsook aan het personeel van de eventuele onderaannemers en aan elke nieuwe interveniënt. De vorming slaat met name op het bijbrengen van :

- 1° de decretale en reglementaire bepalingen inzake de milieuvergunning en het afvalbeheer;
- 2° de technieken om afval te herkennen en te beheren;
- 3° de voorschriften inzake de interne en externe veiligheid;
- 4° de milieuproblemen inherent aan de exploitatie van een dergelijke installatie.

§ 2. Vóór de exploitatie van de installatie deelt de exploitant de identiteit van zijn afgevaardigde(n) mee aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 2. — Aanvaardbaarheid en beheer van de verwijderde stoffen

Art. 18. De exploitant houdt een invoerregister.

Dat register is een ingebonden boek waarvan de bladzijden doorlopend per reeks van 200 bladzijden genummerd zijn.

De exploitant neemt er dagelijks de volgende gegevens in op :

1° het aantal vervoersdocumenten, met vermelding van de weigeringen. De documenten worden bij het register gevoegd;

2° de metingen uitgevoerd d.m.v. de in de vergunningsakte opgelegde meetinstrumenten;

3° elk ongewoon voorval en/of elk voorval waardoor de milieubescherming in het gedrang zou kunnen komen.

De protocollen betreffende de voorgeschreven analyses en controles, met name overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van het besluit van 30 november 1995 en artikel 19 van dit besluit, worden bij het register gevoegd.

De exploitant moet de bij zijn register gevoegde documenten bewaren gedurende vijf jaar na de opstelling ervan.

Art. 19. Het droogtegehalte van de verwijderde stoffen mag niet lager zijn dan 10 %. De exploitant werkt een procedure uit om regelmatig na te gaan of die verplichting nagekomen wordt en voert tijdens de actieve exploitatiefase minstens één controle per week uit.

Art. 20. Elk voertuig dat verwijderde stoffen naar de inzamelingsinstallatie brengt, is voorzien van een vervoersdocument, behalve voor een buitengewone lossing.

In geval van buitengewone lossing wordt een vervoersdocument aan de ingang van de inzamelingsinstallatie ingevuld.

Bij de lossing worden de volgende gegevens elektronisch vermeld op het vervoersdocument :

1° het gewicht, het volume, de tarra, de herkomst en, in voorkomend geval, het nummer van de weegbron;

2° de handtekening van de vervoerder en het nummer van zijn identiteitskaart;

3° de naam en de handtekening van de persoon die de exploitant ermee belast heeft na te gaan of de stoffen conform zijn;

4° de identiteit van de exploitant;

5° de datum en het uur van de lossing;

6° een code betreffende het exploitatieplan, waarbij de losplaats wordt vermeld;

7° in voorkomend geval, de redenen waarom de stoffen niet aanvaard worden en de melding « geweigerd ». Het document vermeldt ook de veronderstelde bestemming van de aldus geweigerde verwijderde stoffen.

Een exemplaar van het document wordt in het kantoor van de inzamelingsinstallatie bewaard en bij het in artikel 18 bedoelde register gevoegd; de andere exemplaren worden aan de vervoerder overhandigd.

Art. 21. De stoffen mogen niet langer dan drie jaar opgeslagen worden in de inzamelingsinstallatie.

Art. 22. De exploitant houdt een register van de uitgangen.

Dat register is een ingebonden boek waarvan de bladzijden doorlopend per reeks van 200 bladzijden genummerd zijn.

De exploitant neemt er dagelijks de volgende gegevens in op per categorie verwijderde stoffen :

1° het gewicht en het volume van de afgevoerde verwijderde stoffen;

2° de oorspronkelijke herkomst van de verwijderde stoffen alsmede de datum of periode van aankomst in de installatie;

3° de eindbestemming;

4° in voorkomend geval de informatie vereist in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot bevordering van de nuttige toepassing van bepaalde afvalstoffen.

Art. 23. De bevoegde overheid bepaalt, na advies van de technisch ambtenaar, de dagen en uren voor de aanvaarding en de afvoering van de verwijderde stoffen. In buitengewone omstandigheden kan de toezichthoudende ambtenaar de aanvaarding en de afvoering van de verwijderde stoffen buiten de vastgelegde uren alsmede op zon- en feestdagen toelaten.

Art. 24. De exploitant treft de gepaste maatregelen opdat de handelingen inzake de afvoering van verwijderde stoffen de krachtens de artikelen 6 en 7 van deze sectorale voorwaarden opgelegde voorzieningen niet beschadigen. Meer bepaald de draineerzanden die zich onder de geotextiel of het wijzer-geotraliewerk bevinden, mogen noch beschadigd noch verwijderd worden, behalve in geval van vervanging.

De geotextiel of het geotraliewerk wordt in perfecte staat gehouden over de hele oppervlakte van elke cel.

Afdeling 3. — Exploitatieplan

Art. 25. De exploitant bezorgt de technisch ambtenaar binnen zestig dagen na de kennisgeving van de milieuvergunning drie exemplaren van een exploitatieplan.

Dat plan bevat op zijn minst :

1° het bevel tot storting en tot verwijdering van de stoffen uit elke site, met vermelding van datum en plaats;

2° de dikte van de laag verwijderde stoffen vóór de afvoer ervan;

3° het plan voor het waterbeheer, met het schema, de organisatie en de uitvoering van de desbetreffende maatregelen.

Het exploitatieplan wordt binnen dertig dagen door de technisch ambtenaar geïnviseerd en vervolgens naar de exploitant teruggestuurd. De exploitant moet zich naar het plan schikken en het bijhouden naar gelang de werkzaamheden i.v.m. de lozing of de afvoering van de stoffen vorderen.

Het plan wordt bewaard in de installatie en kan ingezien worden door de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 4. — Hinderbestrijding

Art. 26. Als de verwijderde stoffen hinderlijke geuren ontwikkelen, kan de bevoegde overheid na advies van de toezichthoudende ambtenaar de volgende verplichtingen opleggen :

1° de bedekking van de stoffen met een tussenliggende deklaag of met gespecialiseerde producten waardoor de vooropgestelde ontwatering niet in gevaar gebracht wordt;

2° de inwerkingstelling van een systeem voor geurbeperving of -absorptie d.m.v. producten en technieken waarvan de exploitant de onschadelijkheid en de efficiëntie moet bewijzen;

3° de afvoering van de afgekeurde verwijderde stoffen.

Art. 27. De verzakkingen, scheuren of spleten worden meteen opgevuld na vaststelling ervan.

Art. 28. Het is verboden huisdieren te laten rondlopen in de geëxploiteerde zones.

Art. 29. De regelmatige reiniging van de directe omgeving van de site die accidenteel bevuild zou worden door stoffen, verwijderde stoffen of andere zwerfende afvalstoffen afkomstig van de installatie is voor rekening van de exploitant.

Art. 30. De exploitant treft alle nodige maatregelen ter bestrijding van de hinder die zou kunnen ontstaan ondanks de voorzorgsmaatregelen die genomen worden zowel wat de ligging als wat de exploitatie betreft.

De technisch ambtenaar, de toezichthoudende ambtenaar en de burgemeester van de gemeente waar de installatie gevestigd is, worden zo spoedig mogelijk ingelicht over de ongevallen of incidenten die de openbare veiligheid of hygiëne alsmede de veiligheid van de naburige eigendommen in het gedrang hebben gebracht of zouden kunnen brengen.

HOOFDSTUK III. — Water

Art. 31. In afwijking van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater worden de voorwaarden inzake de lozing of de controle op de conformiteit van het water in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en zelfbewaking**Afdeling 1. — Controle op de inrichtingen*

Art. 32. De opvolging van de volgende werkzaamheden en inrichtingen wordt waargenomen door een onafhankelijke controle-inrichting gekozen door de exploitant na overleg met de technisch ambtenaar :

a) het ontwerpen en het aanbrengen van de voorzieningen bedoeld in de artikelen 6, §§ 2, 3, 2° en 4, 3° en 4°, en 7, §§ 2 en 5, 4° en 5°;

b) het ontwerpen, lokaliseren en installeren van de piëzometers en van de voorzieningen bedoeld in artikel 33.

Vóór de aanvang van de werken worden elk bestek bevattende de precieze technische clausules van de opdracht alsmede de programma's m.b.t. de controle, het toezicht en het onderhoud op lange termijn - nabehoor - onderworpen aan het advies van de bovenbedoelde controle-inrichting.

Vóór de aanvang van de werken maakt de exploitant het bestek en de plannen in drie exemplaren ter goedkeuring over aan de technisch ambtenaar.

Tijdens de uitvoering en na afloop van de werken en inrichtingen bezorgt de onafhankelijke controle-inrichting de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar maandelijks een uitvoerig verslag met :

a) de stand van de werken;

b) de uitgevoerde metingen en controles en de resultaten ervan;

c) elke nuttige opmerking betreffende de werking van het bouwterrein.

Afdeling 2. — Water

Art. 33. § 1. De exploitant legt een netwerk van piëzometers aan om monsters van het grondwater te nemen en, in voorkomend geval, om de opvang ervan mogelijk te maken, als de toestand die te wijten is aan de installatie, het vereist. De piëzometers kunnen makkelijk uitgerust worden met een bemalingspomp met een diameter van minstens honderd mm, ongeacht de aard van de ondergrond.

§ 2. Er wordt voorzien in minstens 3 piëzometers per grondwaterlaag die vatbaar voor vervuiling is.

De exploitant geeft de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar vóór de eerste storting kennis van de plaatsen, in Lambert-coördinaten (X, Y : precisie 1 m) en nationale waterpassing (Z : precisie 10 cm), van de as van de putrand en van het hoofd van de buis, alsook van alle kenmerken van de uitrusting van de piëzometers.

Alle piëzometers worden met een hangslot afgesloten. De sleutels worden op de site bewaard en liggen steeds ter beschikking van de technisch ambtenaar en van de toezichthoudende ambtenaar.

Zonodig beveelt de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar de installatie van bijkomende piëzometers, waarvan laatstgenoemde de kenmerken bepaalt. De bevoegde overheid kan overigens na advies van de toezichthoudende ambtenaar bevelen dat het verontreinigde water opgevangen wordt en in een gepaste installatie verwerkt wordt.

§ 3. Als het water van een grondwaterlaag onder de site door de afvalstoffen kan sijpelen, wordt de waterlaag teruggewonnen d.m.v. een gepaste voorziening die het water kan afvoeren zonder contact met de afvalstoffen, overeenkomstig artikel 8, § 1.

De bodem van de bouwput onder de site mag in geen geval onder het hogere niveau van een vrije grondwaterlaag liggen, noch in zijn capillaire opstijgingszone. Desnoods wordt een voorziening voor de neutralisatie van capillaire opstijgingen aangebracht.

Art. 34. § 1. Om de zes maanden, in de loop van de maanden maart en september, worden monsters van het grondwater van de piëzometers genomen.

Vóór de monsterneming wordt de waterlaag, indien mogelijk, gedurende minstens één uur en hoe dan ook tot de stabilisatie van het piëzometrisch niveau en van de gemeten conductiviteit opgepompt tot een gepast debiet wordt bereikt.

Naast de meting van het statische niveau van de waterlaag, slaan de analyses, behoudens afwijkingen verleend door de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar, op de volgende parameters : temperatuur in situ, pH in situ, conductiviteit in situ, Cu, Zn, As, Cd, totaal Cr, Hg, Ni, Pb, cyaniden, fluoriden, totale koolwaterstoffen. Er wordt ook een kwalitatieve evaluatie van de aanwezige organische verbindingen uitgevoerd d.m.v. een gaschromatograaf gekoppeld aan een massaspectrometer of aan een gelijkwaardige voorziening.

Op grond van de resultaten kan de bevoegde overheid, na advies van de technisch ambtenaar, elk ogenblik wijzigingen aanbrengen in de lijst van de piëzometers waarop monsters worden genomen, en in de lijst van de te analyseren parameters. Hij kan ook de frequentie van de monsternemingen en analyses aanpassen.

§ 2. 1° De analyseresultaten worden opgenomen in een verslag dat door de verantwoordelijke van het erkende laboratorium ondertekend wordt; dat verslag wordt binnen acht dagen na ontvangst ervan door de exploitant overgemaakt aan de technisch ambtenaar, aan de toezichthoudende ambtenaar, aan de ambtenaar van het Ministerie van het Waalse Gewest bevoegd inzake water alsook aan de Burgemeesters van de gemeenten waar de site gevestigd is.

De analyseresultaten worden overgelegd in de vorm van :

a) een cijfertabel;

b) grafieken waarop de in de loop van de vijf laatste jaren waargenomen resultaten systematisch voorkomen.

1° Elk document i.v.m. de monsterneming vermeldt ook :

a) de datum, het uur van de monsterneming, alsook de naam van de operator;

b) de referentie en de exacte coördinaten van het monsternemingspunt in Lambert-coördinaten (X, Y) en nationale waterpassing (Z);

c) elke eventuele bijzondere waarneming

d) voor monsternemingen van grondwater worden de volgende gegevens ook verstrekt :

- het niveau van de waterlaag vóór het pompen;

- de diepte waarop de monsterneming is uitgevoerd;

- de variaties van het relatieve niveau, de pH, de temperatuur en de conductiviteit tijdens het pompen.

2° Voor elk monsternemingspunt vermelden de in 1° bedoelde tabellen en grafieken betreffende het te analyseren monster in cijfers en op de ordinaat :

a) de parameters bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 betreffende de kwaliteit van het leidingwater;

b) de parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

3° De resultaten van de analyses worden ook gevoegd bij het ingangsregister bedoeld in artikel 18 van deze sectorale voorwaarden.

4° Na advies van de technisch ambtenaar kan de bevoegde overheid naast het papierdocument een elektronische versie eisen. Ze legt de modaliteiten voor de overlegging van het analyseverslag vast in een formaat dat verenigbaar is met de databank van de bevoegde diensten van het Waalse Gewest.

§ 3. De monsternemingen, de verpakking, het vervoer, de opslag van monsters en de analyse ervan worden krachtens de controleprocedures uitgevoerd door een laboratorium dat voor monsternemingen en analyses erkend is in het kader van de bestrijding van luchtverontreiniging. De monsternemingstechnieken worden zodanig beheerst dat de verschijnselen van segregatie van verontreinigende stoffen in de waterlaag begrepen worden en dat elk monster representatief is voor de vloeistofkolom.

§ 4. De data en de uren van de monsternemingen, vereist krachtens § 1, worden minstens vijf wekdagen op voorhand door de exploitant per fax meegedeeld aan :

- de technisch ambtenaar;

- de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK V. — *Herstelvoorwaarden*

Art. 35. Uiterlijk binnen twaalf maanden vóór het verstrijken van de milieuvergunning bezorgt de exploitant de bevoegde overheid in vier exemplaren een project van globaal herstel van de site, met inbegrip van de vegetatie.

De overheid brengt wijzigingen aan in het project daar waar ze zulks noodzakelijk acht en keurt het goed binnen negentig dagen na ontvangst ervan.

Ze bepaalt binnen welke termijn de herstelwerkzaamheden moeten worden uitgevoerd alsmede, in voorkomend geval, de maatregelen voor het nabeheer en de duur ervan.

HOOFDSTUK VI. — *Afwijkings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 36. De artikelen 11 tot 14 van het besluit van 30 november 1995 worden opgeheven.

Art. 37. § 1. Na advies van de technisch ambtenaar mag de bevoegde overheid afwijken van de artikelen 8, 33 en 34 van deze sectorale voorwaarden voor een installatie die stoffen van categorie A behandelt.

§ 2. Na advies van de technisch ambtenaar mag de bevoegde overheid afwijken van artikel 19 van deze sectorale voorwaarden.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking één maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. In afwijking van het vorige lid treedt dit besluit, wat de bestaande inrichtingen betreft, in werking 24 maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 39. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage — kenmerken van de waterdichtheidsmaterialen

In het kader van de inrichtingswerken van de "CET" van klasse 1, 2, 4-B, 5.1 en 5.2 laat de exploitant de herkomst en de kenmerken van de materialen die hij van plan is te gebruiken, goedkeuren door de technisch ambtenaar op grond van een door een erkend laboratorium gevoerd onderzoek.

De hierna vermelde kenmerken betreffen voornamelijk de kleiige materialen en de hoge dichtheid polyethyleen bladen (HDPE). Deze gegevens verbieden het gebruik van andere materialen niet waarvan bewezen is dat het prestatievermogen gelijkwaardig is. Zo nodig worden de specifieke technische eisen al naar gelang het geval door de technisch ambtenaar nader bepaald op grond van door de exploitant met redenen omklede voorstellen.

Bovendien kan de bevoegde overheid ertoe worden aangezet bijkomende voorwaarden te stellen met het oog op een code van goede praktijk.

1. Waterdichtheid op mineraal vlak (aangevoerde of hergebruikte kleiige materialen)

A. Kenmerken van de afzetting

De materialen voldoen aan :

criteria inzake natuur, doorlatendheid en verwerkbaarheid;

kenmerken inzake weerstand en bestendigheid.

Daartoe leggen de door de exploitant verrichte proefnemingen een verband tussen die parameters om de toezichtsoperaties mogelijk te maken.

B. Intrinsieke conformiteitscontrole

Aan de hand van proefnemingen moet kunnen worden nagegaan of het geleverde materiaal uit de vooraf geïdentificeerde afzetting voortkomt en of het onder goede vochtigheids- en compactheidsomstandigheden gebruikt kan worden om het vereiste prestatievermogen te bereiken.

C. Gebruikstechniek

De klei wordt aangebracht in gekruiste lagen (dikte 20 ± 5 centimeter), vakkundig apart verdicht en in de buurt van de optimum Proctor.

De eerste laag die aangebracht en verdicht wordt op de bodem van inkassing dient hoofdzakelijk als bescherming.

Om de vereiste diktes te verkrijgen worden de andere lagen sterk verdicht om een ondoorlatendheidseffect te waarborgen dat op alle punten van het massief voldoet aan de eisen bedoeld in paragraaf D.

Het mechanische werk (verdichting, bevochtiging, droging) wordt voortgezet tot laag per laag aan de opgelegde voorschriften wordt voldaan.

D. Controle op de uitvoering

De frequentie van de proefnemingen en metingen wordt in de milieuvergunning bepaald en mag niet lager zijn dan die vermeld in onderstaande tabel.

De gemiddelde doorlatendheidscoëfficiënt voor de gezamenlijke metingen bedraagt niet meer dan 1×10^{-9} m/s voor waterverzadigd klei, waarbij geen enkele meting een hoger resultaat dan 3×10^{-9} m/s mag boeken.

	Metingen	Frequentie
	I. In situ	
I.1.	Dichtheid	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
I.2.	Laagdikte	1 proefneming per 500 m ² en per laag (1)
I.3.	Globale dikte	1 proefneming per 2 000 m ² (1)
I.4.	Doorlatendheidscoëfficiënt	1 proefneming per 4 000 m ² (2)
	II. In laboratoria	
II.1.	Watergehalte	1 proefneming per 500 m ² en per laag (2)
II.2.	Doorlatendheidscoëfficiënt t.o.v. de triaxiale permeameter	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (2)
II.3.	Dichtheid op niet hergebruikt monster	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (1)
II.4.	Atterberggrenzen	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (1)
II.5.	Granulometrische analyse	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.6.	Kationuitwisselingscapaciteit	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.7.	Diffractie X (mineralogische analyse)	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.8.	Proefnemingen Proctor	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
	(1) en minimum 6 metingen per cel	(2) en minimum 10 metingen per cel

In alle gevallen worden de plaatsen voor de proefnemingen gemarkeerd, opgemeten en in het dagboek der werken opgenomen. De voor de proefnemingen alsoo gegraven gaten worden opgevuld met bentoniet zweelkorrels, waarbij de eigenschappen van het bentoniet aan de kenmerken van het percolatiewater aangepast worden.

2. Geomembranen (HDPE)

De geomembranen HDPE (Hoge dichtheid polyethyleen) worden door gekwalificeerde personen met een dubbele las verbonden, behalve als het technisch niet haalbaar is.

De lassen worden integraal gecontroleerd - zelfs op de tripelpunten - door een gekwalificeerde instelling waarvan de bevoegdheid erkend is en die onafhankelijk is van de exploitant van het "CET".

Behalve als bewezen is dat de voorziening niet efficiënt werkt, installeert de exploitant een elektrisch lekdetectiesysteem dat permanent in dienst wordt gehouden tot de eerste afvalstorting in bedoelde sector. De alzo vastgestelde gebreken in de geomembranen worden onmiddellijk vakkundig hersteld en gecontroleerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake de exploitatie van bepaalde installaties voor de verzameling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 1761

[C — 2003/27283]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux ruchers situés en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.295/4 du Conseil d'Etat donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux ruchers en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine visés à la rubrique 01.25.06 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Section 1^{re}. — Implantation

Art. 3. Les ruches sont établies à une distance d'au moins 20 mètres de bâtiments occupés par des personnes ou de la voie publique.

Art. 4. La distance est réduite à 10 mètres s'il y a entre les ruches et du bâtiment voisin occupé par des personnes ou la voie publique un obstacle plein de deux mètres de hauteur.

Section 2. — Construction

Art. 5. Toute ruche habitée installée sur un terrain non attenant au domicile de l'apiculteur qui en est le propriétaire ou le responsable, est en permanence identifiable.

A cette fin :

1° si la ruche fait partie d'un rucher doté d'un abri en matériaux durs, le nom et l'adresse du propriétaire sont clairement mentionnés sur une enseigne d'au moins quinze centimètres sur dix centimètres, sur la porte d'entrée;

2° dans les autres cas, ces indications figurent en caractères lisibles et indélébiles sur toutes les ruches du rucher.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 6. Toute ruche non occupée est fermée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorité compétente peut, dans le cadre de conditions complémentaires, soumettre l'établissement existant à des conditions moins sévères que celles prévues aux articles 3 et 4 du présent arrêté pour autant que ces conditions complémentaires permettent d'atteindre l'objectif visé à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET